

# «J'ai énormément confiance en Slimani»

Page 18

Blida

## Trois narcotrafiquants arrêtés par l'armée

Page 24

# Les DEBATS

Votre quotidien national

Après Ramadhan, les vêtements de l'Aïd

# Les ménages saignés à blanc

Mises déjà à rude épreuve par les dépenses occasionnées par le mois de Ramadhan, les bourses des chefs de famille font face à de nouvelles dépenses qui rendent la facture encore plus salée avec l'achat de vêtements de l'Aïd pour les enfants.

Page 3



Sommet de l'OCI

## La cause palestinienne et la condamnation du terrorisme dominent les travaux



**L**a cause palestinienne s'est vu accorder un intérêt extrême de la part des dirigeants de l'Organisation de la coopération islamique (OCI), lors de son 14<sup>ème</sup> Sommet, tenu hier soir à La Mecque et ce, à travers le rejet de tout règlement ne prenant pas en considération les droits du peuple palestinien à l'indépendance et à l'édification de son Etat indépendant.

En effet, les interventions lors de l'ouverture des travaux de ce sommet, se sont focalisées sur la question palestinienne au vu des tentatives des Etats-Unis de faire passer «l'accord du siècle» (Deal of the Century) qui reconnaît El-Qods comme capitale de l'occupant israélien, soulignant leur rejet de toute mesure susceptible de porter atteinte au statut historique et juridique d'El-Qods.

Dans ce sillage, le souverain saoudien, Salmane Ben Abdelaziz, a rappelé l'importance de la cause palestinienne dans les actions de l'OCI, soulignant que cette question sera au «centre de nos préoccupations jusqu'à ce que le peuple palestinien frère recouvre tous ses droits légitimes garantis par les résolutions de la légalité internationale et l'initiative de paix arabe». Les dirigeants et chefs des Etats de l'OCI ont exprimé, dans leur déclaration finale, leur rejet total de toute décision illégale et irresponsable reconnaissant El-Qods comme capitale présumée de l'occupation israélienne. De ce fait, ladite déclaration a appelé les pays membres de l'OCI à prendre des mesures adéquates contre les pays qui ont transféré leurs ambassades ou ouvert des bureaux commerciaux à El Qods. A ce titre, le Secrétaire général de l'OCI, Youssef Al Othaimen, a souligné le rejet par le sommet islamique de toute proposition, projet, plan ou accord de règlement pacifique incompatible avec les droits légitimes et inaliénables du peuple palestinien.

Pour sa part, le président du Nigéria, Muhammadu Buhari, a relevé la nécessité, pour le peuple palestinien, de récupérer ses droits légitimes, réitérant «le soutien total de son pays» aux efforts consentis par l'organisation en vue de trouver des solutions à la cause palestinienne et de permettre au peuple palestinien de recouvrer ses droits légitimes.

Page 4

Une campagne nationale de prévention lancée

## De grands moyens mobilisés contre les feux de forêts

Page 2



Une campagne nationale de prévention lancée

# De grands moyens mobilisés contre les feux de forêts

**Pour prévenir contre les feux de forêts qui font des ravages particulièrement durant la saison estivale, les autorités ont mis le paquet. De grands moyens ont été mobilisés afin de sécuriser les biens et les personnes.**



Par S.A.Mohamed

**E**n effet, la campagne nationale de prévention et de lutte contre les feux de forêts pour l'année 2019 a été lancée hier à l'initiative de la direction générale des forêts (DGF) et des institutions associées, qui ont déployé un «important dispositif» pour sa réussite, a-t-on appris auprès de cette direction. Pour le bon déroulement de la campagne, qui s'étale jusqu'au 31 octobre, la DGF a procédé, en matière d'intervention, à la mobilisation de 410 postes de vigie, chargés de la surveillance et de l'alerte, à travers les massifs forestiers, ainsi que 475 brigades mobiles, regroupant 2 350 agents, chargées de la première intervention. Concernant l'approvisionnement en eau, la DGF relève la mobilisation de 2 700 points d'eau au sein des forêts ou à proximité, ainsi que 28 camions ravitailleurs de grandes capacités. Pas moins

de 7 500 ouvriers, issus des 730 chantiers des entreprises engagées dans la réalisation des travaux forestiers, sont réquisitionnés pour lutter contre d'éventuels feux de forêts. Il a été mis à la disposition de ces équipes d'intervention quelques 2 000 équipements radioélectriques de type VHF permettant de donner rapidement l'alerte en cas de feux naissants, mais aussi de renforcer la coordination dans l'intervention et la mobilisation des moyens de lutte. Ces moyens matériels et humains ont été renforcés par l'acquisition de 40 camions citernes feux de forêts légers, permettant aux secteurs des forêts de renforcer son niveau opérationnel à travers le déploiement de cinq nouvelles colonnes mobiles d'intervention qui viennent s'ajouter aux cinq existantes, a précisé la même source. Les nouvelles colonnes mobiles d'intervention permettent de couvrir 10 régions du nord du pays de façon à appuyer les

wilayas à haut potentiel forestier, a expliqué la DGF qui évoque aussi l'acquisition de 4 600 uniformes ignifuges complets. Sur le plan juridique, il a été procédé à la promulgation des arrêtés de wilayas portant approbation des plans de feux de forêts et fixant les modalités de mise en œuvre des mesures préventives et la mobilisation des moyens dans le cadre du dispositif de lutte préconisé. A cet effet, 40 comités opérationnels ont été installés au niveau des wilayas et 455 autres au niveau des daïras concernées par les feux de forêts, pour assurer une meilleure coordination des opérations de lutte. Il a également été procédé à l'installation de 1 324 comités opérationnels communaux, outre les 2 175 comités de riverains, constitués majoritairement d'associations, jouant un rôle important dans la prévention des feux de forêt, la sensibilisation, l'alerte et la première intervention sur les foyers des feux naissants. D'ailleurs, la

DGF a rappelé que le bilan de cette campagne a fait état de 797 foyers d'incendie, parcourant une superficie de 2 312 ha. Il s'agit en effet, de 1 035 ha de forêts, 687 ha de broussaille et 590 ha de maquis ravagés par les feux précise la DGF, soulignant que «ce bilan est l'un des plus faibles depuis l'indépendance». Ces résultats ont été enregistrés grâce aux moyens consentis par l'Etat pour la préservation du patrimoine forestier, selon la DGF. «C'est le fruit aussi des efforts déployés par l'ensemble des intervenants à travers les 40 wilayas du nord du pays, tant sur le plan de la sensibilisation et de l'éducation environnementale, qu'en matière de travaux préventifs entrepris par les différents départements ministériels, l'administration des forêts, les collectivités locales, les autres organismes concernés, ainsi que la société civile», a précisé la même source.

S.A.M.

Suite aux sanctions américaines

## Huawei rassure ses clients algériens

Par Rachid Chihab

**L**e géant chinois des nouvelles technologies de l'information et de la communication, Huawei, rassure ses clients suite à la décision du président américain, Donald Trump, de le priver de la technologie américaine. Dans un communiqué rendu public vendredi soir, la filiale algérienne de l'équipementier chinois souligne que l'impact des sanctions de la Maison-Blanche sur ses activités ne sera pas important, notamment pour la technologie 5G.

«En dépit des restrictions américaines à l'encontre de Huawei, les grands opérateurs mondiaux continuent à utiliser les technologies très avancées du géant chinois des télécommunications», lit-on dans le communiqué de Huawei Algérie.

Il ajoute : «Ainsi, la déclaration de soutien, à Huawei, du Premier ministre de la Malaisie Mahathir Mohamad, la décision de l'opérateur britannique EE de lancer et de commercialiser son réseau 5G dans six villes d'Angleterre et

les réactions des différents organismes mondiaux à l'image du fondateur taiwanais de semi-conducteurs (Tsmc), reflètent le besoin énorme de l'économie mondiale aux technologies de Huawei».

Selon le Premier ministre malaisien, Huawei possède des moyens de recherche et développement bien plus importants que l'ensemble de la Malaisie. «Au lieu de menacer leurs rivaux, les Etats-Unis doivent accepter la compétition. Parfois la Chine sortira victorieuse, parfois ce sera les Etats-Unis», a-t-il soutenu. Dans le continent africain, Huawei et l'Union africaine ont signé vendredi un protocole d'accord pour consolider leur collaboration et établir les dispositions nécessaires pour assurer une coopération efficace en matière des TIC. L'objectif principal du protocole d'accord est de renforcer leur partenariat dans les cinq domaines suivants : le haut débit, l'Internet des objets (IoT), le Cloud Computing, la 5G et l'intelligence artificielle.

A souligner que le fondateur de Huawei, M. Re Zhengfei qui a rassuré les partenaires et les

clients de Huawei. Il a indiqué qu'il n'y aura pas «beaucoup d'impact» dans les secteurs où Huawei dispose des technologies les plus avancées, au moins dans le secteur 5G. Ajoutant que les concurrents de Huawei ne seront pas en mesure de rattraper leur retard d'ici deux à trois ans. Le fondateur de Huawei a tenu à rappeler que son entité possède les brevets les plus importants au monde pour les normes 5G, soit environ 27% du total. «Nos sommes très avancés, et nos clients s'en rendront compte s'ils commencent à utiliser nos services», a-t-il lancé.

«L'Algérie qui est au même niveau de développement en matière des TIC avec la Malaisie devra suivre l'exemple de cette dernière qui a opté pour Huawei et ce, vu le développement technologique de ce géant chinois et également vu la qualité de service assuré en Algérie depuis son existence en 2005», souligne le document. Notons que Huawei est le partenaire officiel d'Algérie Télécom. Il lui fournit la quasi totalité des équipements Internet qu'elle utilise.

R.C.

Saison estivale

## Mise en place du dispositif de surveillance des plages

Un dispositif opérationnel destiné à la surveillance des plages autorisées à la baignade, durant la saison estivale 2019, a été mis en place par la direction générale de la Protection civile afin d'assurer la sécurité des estivateurs, indique hier, un communiqué de cette institution.

S'étalant du 1<sup>er</sup> juin au 30 septembre de 9h à 19h, ce dispositif prévoit la mobilisation de 24 000 agents professionnels et saisonniers, contre 18 000 en 2018, soit 6 000 agents supplémentaires, précise la même source, notant que sur les 601 plages que compte le littoral algérien, 182 sont interdites à la baignade, essentiellement en raison de la pollution et autres risques particuliers.

En outre, ce dispositif est «pourvu en moyens matériels supplémentaires, dont des embarcations pneumatiques ainsi que des matériels collectifs et individuels d'intervention», est-il ajouté.

La direction générale de la Protection civile souligne que «l'analyse des statistiques des cinq dernières années révèle que la principale cause des noyades demeure la baignade dans des plages interdites ou en dehors des heures de surveillance, soit en l'absence de ses éléments», rappelant qu'en 2018, un total d'interventions de 76 118 a été effectué au niveau des plages ayant permis de sauver plus 50 548 personnes d'une mort certaine. En revanche, il a été déploré le décès de 88 personnes dont 50 au niveau des plages interdites à la baignade.

Aussi et afin d'éviter ces bilans macabres, une campagne nationale de prévention et de sensibilisation sur les dangers de la mer et la baignade a été lancée, depuis le 20 mai dernier, indique la Protection civile, relevant que «la conscience citoyenne reste la mieux indiquée» dans ce sens.

Par conséquent, la Dgpc recommande aux citoyens le respect des recommandations de sécurité que sont l'interdiction de fréquentation des plages non autorisées à la baignade, le respect des horaires de surveillance, de ne pas s'éloigner de la zone de baignade autorisée et la surveillance attentive des enfants.

De même que d'éviter de se baigner après une longue exposition au soleil et/ou juste après les repas et enfin, le respect des fanions de signalisation de l'état de la mer.

R. K.

Après Ramadhan, les vêtements de l'Aïd

# Les ménages saignés à blanc

Mises déjà à rude épreuve par les dépenses occasionnées par le mois de Ramadhan, les bourses des chefs de famille font face à de nouvelles dépenses qui rendent la facture encore salée avec l'achat de vêtements de l'Aïd pour les enfants.



Par Karima Nacer

Les bourses des parents sont mises à rudes épreuves à cause des exigences du marché de l'habillement pour enfants, alors que du côté du marché de la consommation, les prix de la mercerie se sont envolés depuis le premier jour du mois sacré. En effet, les prix des fruits et légumes ainsi que des produits de grande consommation ont connu des hausses vertigineuses. La pomme de terre a atteint, hier, 70 DA malgré une abondance de production et des quantités énormes déstockées par le ministère de l'Agriculture. Aussi, les fruits sont hors de portée des bourses moyennes et ce, depuis le début du mois de Ramadhan. Les dattes trop prisées durant le mois de

jeûne, leur prix n'est pas descendu de la barre des 750 DA le kg, alors qu'à l'étranger, elle est cédée à des prix bas. La spéculation est toujours plus forte et les familles algériennes sont prises au piège par les commerçants sans scrupules qui profitent de chaque occasion pour revoir leur prix à la hausse.

Aussi, l'achat de vêtements, notamment pour enfants est devenu une saignée pour les ménages à cause de leur cherté. Après la ruée sur les fruits et légumes depuis le début du mois de Ramadhan, c'est au tour des magasins d'habillement pour enfants de connaître un rush ces derniers jours. L'achat de vêtements neufs a commencé bel et bien depuis la deuxième partie du mois de carême.

Ainsi, les magasins d'habillement pour enfants sont

pris d'assaut par les familles en compagnie de leurs enfants en espérant repérer les bonnes occasions. Mais, hélas, qui dit fête de l'Aïd, dit incontestablement flambée des prix, notamment l'habillement pour enfants. Les coûts de certains produits dépassent tout entendement ! Les parents ne savent plus où se donner de la tête. Vêtir les enfants coûte les yeux de la tête.

Ainsi, les pantalons en jeans sont cédés à pas moins de 3 000 DA, les baskets sont affichées entre 3 800 à 4 500 DA. C'est inabordable pour les petites et moyennes bourses. Les robes pour fillettes, quant à elles, sont proposées à pas moins de 5 000 DA. Les familles dénoncent à chaque occasion le diktat imposé par les commerçants de vêtements, surtout que la qualité

des produits proposés par la majorité des magasins sont soit d'origine chinoise dont la qualité est médiocre, soit de deuxième ou troisième choix.

Pour les bourses modestes, le marché informel représente une aubaine malgré la qualité qui fait défaut. Un pantalon pour enfant est proposé à 1 800 DA, une petite robe à 2 500 DA, et des baskets à 2 000 DA.

Certaines familles de revenus modestes, n'ont d'autre choix que de se rabattre sur les friperies qui proposent toute sorte d'habillement à des prix raisonnables. Pour une somme d'argent entre 800 à 1 000 DA, le citoyen peut acheter un pull de marque. Un jean qui vaut entre 4 000 à 5 000 DA dans des magasins de luxe, on peut l'avoir à 1 500 DA dans ces boutiques.

K. N.

## Prix international d'Alger du Coran Bensalah préside la cérémonie de distinction des lauréats

Le chef de l'Etat, Abdelkader Bensalah, a présidé dans la nuit de vendredi à samedi à la Grande mosquée d'Alger une cérémonie de distinction des lauréats de la 16<sup>ème</sup> édition du Prix international d'Alger de récitation, de psalmodie et d'exégèse du Saint Coran à l'occasion de la célébration de Leilat El Qadr (27<sup>ème</sup> jour du mois de Ramadhan).

Cette cérémonie de distinction a été marquée par la présence des présidents du Conseil constitutionnel, Kamel Feniche, du Conseil de la nation par intérim, Salah Goudjil et du président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Mouad Bouchareb, ainsi que des membres du corps diplomatique islamique accrédités en Algérie.

M. Bensalah a procédé également à la distinction des trois premiers lauréats du Concours d'encouragement national des jeunes récitants du Coran.

Le remier Prix du concours qui a vu la participation de 47 pays représentant le Monde arabe et islamique et des communautés musulmanes des pays occidentaux et de l'Afrique, est revenu à l'Algérien Ahmed Harket, tandis que le deuxième Prix a été remporté par Wassim Djad Allah Salim Aber de la Palestine. Le troisième Prix a été remis à Sadik Meftah Khaled de Libye.

Les trois lauréats du concours national des jeunes récitants du Saint Coran des moins de 15 ans ont été honorés également à cette occasion. Le premier Prix a été remporté par le jeune Younès Nadir de la wilaya de Mila, suivi de Sahnoun Bouzid Abdelwadoud de la wilaya d'Oran, puis de Moundir Younès de la wilaya de Constantine pour le troisième Prix.

A cette occasion, M. Abdelkader Bensalah a honoré les membres du jury qui ont supervisé ce concours international ainsi que les membres du jury du concours d'encouragement.

Par ailleurs, les récitants du Saint Coran ont remis une distinction symbolique au chef de l'Etat, Abdelkader Bensalah.

La cérémonie a été ponctuée d'une récitation de versets coraniques et la clôture de la lecture du Sahih Al Boukhari qui avait débuté au mois de Rajab dernier au niveau de l'ensemble des mosquées de la République. Dans son intervention, le directeur de la formation au ministère des Affaires religieuses et des Wakfs, Aïssa Meghari a expliqué le sens et les dimensions humaines du Saint Coran et de Leilat El Qadr, affirmant que le Coran était le livre de l'humanité, toute entière, garantissant la liberté du culte et le respect des libertés publiques. Il a cité, à ce titre, la Journée internationale du vivre-ensemble en paix, initiée par l'Algérie, et célébrée le 16 mai de chaque année.

La cérémonie, note-t-on, a été clôturée par un chant religieux présenté par une troupe d'El Qods puis par la récitation de versets coraniques.

L. M.

Un déficit de 1,84 Md dollars en quatre mois

## Les importations restent importantes

La balance commerciale de l'Algérie a connu un déficit de 1,84 milliard de dollars durant les quatre premiers mois 2019, contre un déficit de 1,83 à la même période en 2018, a appris l'APS auprès de la direction générale des Douanes (DGD).

Les exportations algériennes ont atteint 13,33 milliards de dollars (mds usd) durant les quatre premiers mois de l'année en cours, contre 13,53 mds usd à la même période de 2018, soit une légère baisse de près de -1,5%, indiquent les statistiques provisoires de la direction des études et de la prospective des Douanes (Depd).

Pour les importations, elles ont atteint 15,17 mds usd, contre 15,37 mds usd, en légère baisse également de 1,30%.

Les exportations ont assuré la couverture des importations à hauteur de 88% durant les quatre premiers mois 2019, soit le même taux de couverture qui a été enregistré à la même période de l'année précédente.

Les hydrocarbures ont représenté l'essentiel des ventes algériennes à l'étranger au cours des quatre premiers mois de 2019 (93,54% du volume global des exportations) en s'établissant à 12,47 mds usd, contre 12,55 mds usd à la même période 2018, enregistrant une légère baisse (-0,71%). Pour les exportations hors hydrocarbures, elles restent toujours marginales, avec 861,87 millions durant les quatre premiers mois de l'année en cours, ce qui représente 6,46% du volume

global des exportations, contre 975,01 millions usd à la même période en 2018, en baisse de 11,60%, précisent les données de la Depd. Les exportations hors hydrocarbures étaient composées des demi-produits avec 617,37 millions usd (contre 747,02 millions usd en 2018) en baisse de 17,35%, des biens alimentaires avec 161,70 millions usd (contre 138,92 millions usd) en hausse de 16,40%, des biens d'équipements industriels avec 31,8 millions usd (contre 33,82 millions usd), soit une baisse de plus de 6%.

Elles étaient composées aussi des produits bruts avec 38,83 millions usd, contre 42,47 millions (-8,57%) et des biens de consommation non alimentaires, avec 12,01 millions usd, contre 12,70

millions usd, en baisse également de 5,48% par rapport à la même période de comparaison.

Pour ce qui est des importations, trois groupes de produits sur les sept que contient la structure des importations ont reculé durant les quatre premiers mois de l'année 2019 et par rapport à la même période de l'année dernière.

En effet, la facture d'importation du groupe énergie et lubrifiants (carburants) a chuté de 60,88%, en s'établissant à 212,95 millions usd, contre 544,30 millions usd. Les biens alimentaires, dont les importations se sont chiffrées à 2,817 md usd, contre 3,178 mds usd, ont baissé de 11,35%, selon les Douanes.

Même tendance a été enregistrée

par les biens d'équipements agricoles qui ont totalisé 174,84 millions usd, contre 190,37 millions usd (-8,15%).

En revanche, les autres groupes de produits de la structure des importations ont connu des hausses durant la période de comparaison.

Ainsi, les demi-produits ont totalisé 3,88 mds usd, contre 3,69 mds usd (+5,28%), les biens d'équipements industriels ont atteint 5,23 mds usd, contre 5,06 mds usd (+3,35%), les produits brut ont atteint 687,43 millions usd, contre 659 millions usd (+4,31%) et, enfin, les biens de consommation non alimentaires avec 2,165 mds usd contre 2,049 mds (+5,65%).

R. N.

Sommet de l'OCI

# La cause palestinienne et la condamnation du terrorisme dominant les travaux

**La cause palestinienne s'est vu accorder un intérêt extrême de la part des dirigeants de l'Organisation de la coopération islamique (OCI), lors de son 14<sup>ème</sup> Sommet, tenu hier soir à La Mecque et ce, à travers le rejet de tout règlement ne prenant pas en considération les droits du peuple palestinien à l'indépendance et à l'édification de son Etat indépendant.**



**E**n effet, les interventions lors de l'ouverture des travaux de ce sommet, se sont focalisées sur la question palestinienne au vu des tentatives des Etats-Unis de faire passer «l'accord du siècle» (Deal of the Century) qui reconnaît El-Qods comme capitale de l'occupant israélien, soulignant leur rejet de toute mesure susceptible de porter atteinte au statut historique et juridique d'El-Qods.

Dans ce sillage, le souverain saoudien, Salmane Ben Abdelaziz, a rappelé l'importance de la cause palestinienne dans les actions de l'OCI, soulignant que cette question sera au «centre de nos préoccupations jusqu'à ce que le peuple palestinien frère recouvre tous ses droits légitimes garantis par les résolutions de la légalité internationale et l'initiative de paix arabe».

Les dirigeants et chefs des Etats de l'OCI ont exprimé, dans leur déclaration finale, leur rejet total de toute décision illégale et irresponsable reconnaissant El-Qods comme capitale présumée de l'occupation israélienne. De ce fait, ladite déclaration a appe-

lé les pays membres de l'OCI à prendre des mesures adéquates contre les pays qui ont transféré leurs ambassades ou ouvert des bureaux commerciaux à El Qods.

A ce titre, le Secrétaire général de l'OCI, Youssef Al Othameen, a souligné le rejet de toute proposition, projet, plan ou accord de règlement pacifique incompatible avec les droits légitimes et inaliénables du peuple palestinien.

Pour sa part, le président du Nigéria, Muhammadu Buhari, a relevé la nécessité, pour le peuple palestinien, de récupérer ses droits légitimes, réitérant «le soutien total de son pays» aux efforts consentis par l'organisation en vue de trouver des solutions à la cause palestinienne et de permettre au peuple palestinien de recouvrer ses droits légitimes.

Evoquant la cause palestinienne dans son allocution, le Premier ministre pakistanais, Imran Khan, a affirmé que les Palestiniens avaient été privés de leurs droits humains et démocratiques, relevant, à ce propos, l'importance de règle-

ment du conflit palestino-israélien.

La menace terroriste et ses dangers sur la sécurité et la stabilité des peuples a été le deuxième point abordé par les dirigeants de l'Organisation, lesquels ont appelé à mettre en place des lois et des limites pour stopper ce fléau.

Dans ce cadre, la déclaration de La Mecque ayant sanctionné les travaux du sommet de l'OCI a appelé à développer les capacités et systèmes des pays islamiques dans tous les domaines, et ce à travers la mise en place de plans et programmes permettant d'améliorer l'action islamique commune.

Dénonçant le terrorisme et l'extrémisme sous toutes ses formes, les dirigeants ont appelé à la mise en place de lois pour lutter contre ces fléaux, rejetant toute tentative visant à associer le terrorisme à une nationalité, civilisation ou religion quelconque.

Ils ont dénoncé, par ailleurs, toutes les formes de radicalisation et de discrimination sur la base de la couleur de peau ou de la religion ainsi que le sectarisme.

S'exprimant au nom du groupe asiatique, la Première ministre du Bangladesh, Sheikh Hasina, a exprimé les craintes de son pays quant à l'image associée à tort à l'Islam (extrémisme et terrorisme), avant d'évoquer les efforts consentis par le Bangladesh en matière de prise en charge des réfugiés du Myanmar.

Saluant les efforts déployés par les Emirats arabes unis (EAU) à travers son appel à la Cour internationale de justice pour prendre en charge la cause des Rohingyas, la PM bangladaise a appelé les états membres de l'OCI à assister son pays qui accueille plus de deux millions de réfugiés.

## Des solutions politiques aux tensions

S'agissant des crises politiques que connaissent plusieurs pays membres, notamment la Libye, la Syrie, le Yémen et récemment le Soudan, l'Organisation a formulé une série de recommandations afin d'éviter toute escalade dans ces régions.

Pour la Libye dont la capitale et le théâtre d'affrontements entre les troupes du maréchal Khalifa Haftar et les forces du Gouvernement d'union nationale, le sommet a vu le lancement d'un appel aux parties libyennes pour retourner au processus politique dans le cadre de l'accord politique signé entre les parties libyennes sous l'égide de l'ONU.

Dans ce sens, le président tunisien Béji Caïd Essebsi a appelé à la relance de l'initiative proposée par son pays en coordination avec l'Algérie et l'Egypte afin d'aider les frères libyens à réaliser un règlement politique global conforme au processus parrainé par l'ONU et permettant à ce pays de renouer avec la sécurité et la stabilité.

R. N.

## Pour faire pression sur l'Etat marocain Une Ligue sahraouie exige l'intervention d'organisations internationales

■ La Ligue pour la protection des prisonniers sahraouis dans les prisons marocaines (Lpps) a condamné jeudi l'arrestation arbitraire de son président, membre du groupe Gdeim Izik, Abderrahmane Zayou, exigeant l'intervention urgente d'organisations internationales pour faire pression sur l'Etat marocain afin qu'il renonce aux mesures d'expulsion et de déplacement illégales.

Le Lpps a, dans un communiqué publié pour l'occasion, expliqué que «les autorités d'occupation marocaines ont arbitrairement expulsé le président de la Ligue pour la protection des prisonniers sahraouis dans les prisons marocaines (Lpps) le 29 mai 2019, le responsable du parti politique sahraoui et membre du groupe Gdeim Izik, Abderrahmane Zayou, travail à la Délégation du logement à El Ayoun occupée vers la ville de Kalaat Sraghna au centre du Maroc».

«Cette mesure arbitraire intervient quelques jours après que les autorités d'occupation marocaines aient interdit l'organisation de la plate-forme du Ramadhan par la Ligue pour la protection des prisonniers sahraouis au siège de l'Asvdh. La même mesure intervient également après l'expulsion arbitraire du vice-président de la même organisation, Hasanna Douihi, vers la ville de Boujdour occupée», a souligné la Ligue, soutenant que «ces faits révèlent l'intention de vengeance des autorités d'occupation marocaines vis-à-vis des activistes sahraouis qui défendent le droit à l'autodétermination du peuple sahraoui».

A la Ligue pour la protection des prisonniers sahraouis dans les prisons marocaines, «nous dénonçons la politique systématique d'expulsion et de déplacement arbitraires menée par l'occupation marocaine à l'encontre de militants sahraouis, et nous exprimons notre solidarité inconditionnelle avec les victimes de cette politique que Abderrahmane Zayou fut la dernière d'elles».

La Ligue a tenu à exprimer sa «solidarité inconditionnelle avec le président de la Ligue et toutes les victimes de la politique d'expulsion et de déplacement et toutes les victimes de la politique d'expulsion et de déplacement», exigeant «l'intervention urgente d'organisations internationales pour faire pression sur l'Etat marocain afin qu'il renonce aux mesures d'expulsion et de déplacement illégales».

«Notre adhésion à tous les moyens légaux pour lutter contre les procédures illégales d'occupation marocaine», a conclu la Lpps.

R. L.

3<sup>ème</sup> anniversaire du décès du président sahraoui Mohamed Abdelaziz

# Une vie consacrée à la défense et à l'indépendance de son peuple

**L**e peuple sahraoui a commémoré le 3<sup>ème</sup> anniversaire de la mort du président Mohamed Abdelaziz (1948-2016), chef historique du Front Polisario, avec des événements politico-culturels pour se souvenir de l'héritage de ce dirigeant charismatique qui a consacré sa vie à la défense de son peuple et à l'indépendance de son pays.

L'acte central des activités, convoqué par le Secrétariat politique du Front Polisario, était présidé par le Premier ministre sahraoui, Mohamed Aikek, accompagné de membres du gouvernement, du Secrétariat national du Front, de représentants des différentes institutions sahraouis et de citoyens des différents camps de réfugiés, pour rendre hommage à

cette personnalité distinguée par sa carrière politique et son combat pour l'indépendance du Sahara occidental, occupé par le Maroc, et le droit inaliénable des Sahraouis à l'autodétermination.

Après l'intonation de l'hymne national sahraoui et la minute de silence en l'honneur des martyrs, le gouverneur de la wilaya Chahid El Hafedh, Hama Salama Kori, a exposé, lors de son intervention, la trajectoire de l'homme qui a dirigé le Sahara occidental pendant quatre décennies. «La commémoration du troisième anniversaire de la mort du président Mohamed Abdelaziz a pour but de rappeler les martyrs et de rappeler les différentes facettes d'un dirigeant qui a consacré sa vie à la défense de son peuple», a déclaré M. Kori.

Pour le secrétaire général de l'Union générale des travailleurs sahraouis (UGT-Sario), Salama Bachir, «la commémoration de ce troisième anniversaire nous place devant l'histoire d'un homme présent sur tous les fronts de la lutte».

Au cours de la cérémonie, des représentants politiques et des cadres militaires sahraouis, qui ont partagé des batailles contre les colonisateurs, avec le dirigeant sahraoui ont apporté également leur témoignage. Un documentaire et une exposition de photographies ont également été projetés, retraçant la trajectoire politico-militaire de Mohamed Abdelaziz et de son empreinte dans la construction et la consolidation de l'Etat sahraoui. Le défunt prési-

dent Abdelaziz, qui était également secrétaire général du Front Polisario et membre fondateur de la République arabe sahraouie démocratique (RASD), s'était éteint le 31 mai 2016, à l'âge de 68 ans, des suites d'une longue maladie.

A la suite de la mort d'El-Ouali Moustapha Sayed, (un des principaux fondateurs et dirigeants du Front Polisario), Mohamed Abdelaziz a été élu secrétaire général du Front Polisario et président du conseil de commandement de la révolution en août 1976.

Elu pour la première fois en octobre 1982 président de la RASD, feu le martyr Abdelaziz a été reconduit dans ses fonctions en 1985, 1989, 1991, 1999, 2003, 2007 et 2015. Son long et riche

parcours de combattant pour l'indépendance et la défense des causes justes, a été marqué par l'adhésion, en 1984, de la Rasd à l'Organisation de l'unité africaine (OUA), actuellement Union africaine (UA), mais aussi par un cessez-le-feu en 1991 et l'ouverture de négociations pour le règlement du conflit au Sahara occidental, dernière colonie en Afrique.

Ainsi, les Sahraouis où qu'ils soient, dans les camps de réfugiés, dans les territoires libérés ou occupés, garderont le souvenir d'un grand homme qui a consacré sa vie à la défense de leur dignité et au recouvrement de leurs droits, notamment celui de vivre dans un Etat libre et souverain.

L. T.

Zone de libre-échange continentale Afrique

# Le 15<sup>ème</sup> Forum de négociation finalise les travaux en suspens

La 15<sup>ème</sup> réunion du Forum de négociation de la Zone de libre-échange continentale Afrique (Zlecaf-FN) s'est achevée, hier à Addis-Abeba (Ethiopie), permettant la finalisation des travaux en suspens, a indiqué un haut responsable au ministère du Commerce.



Dans un entretien accordé à l'APS, le directeur général du commerce extérieur au ministère du Commerce, Khaled Bouchelaghem, a expliqué que la 15<sup>ème</sup> Zlecaf-FN, dont les travaux avaient débuté le 20 mai dernier, avait essentiellement porté sur la finalisation des travaux relatifs à l'identification des critères conférant l'origine africaine pour chaque produit.

Cet exercice technique, visait, a-t-il dit, à «harmoniser les positions autour des règles d'origine pour faire bénéficier les produits africains échangés entre les Etats membres, de préférences tarifaires».

Le document sanctionnant les travaux de la session constitue un appendice à l'annexe 2 du protocole sur le commerce des marchandises, et ce, après sa validation par les ministres du Commerce de l'Union africaine (UA), les 7 et 8 juin 2019 à la capitale éthiopienne, a précisé M. Bouchelaghem.

Selon lui, les négociations autour de la ZLECAF, mise en vigueur le 30 mai dernier, sont conduites par quatre institutions.

Il s'agit des Groupes de travail techniques (GTT), du Forum de négociation de la Zlecaf (Zlecaf-FN), du Comité des hauts fonctionnaires du commerce (STOs) et de la Réunion des ministres africains en charge du

Commerce (Amot).

Ces organes, a précisé le même responsable, sont composés de représentants des Etats membres de l'UA et des Communautés économiques régionales.

Le Forum est donc chargé de conduire les négociations sur la base des rapports soumis par les différents GTT et rendu compte au Comité des Hauts fonctionnaires. Ce dernier présente les résultats des négociations aux ministres africains du Commerce pour validation.

## La Rasd parmi les premiers pays signataires

Interrogé sur «les questions qui restent en suspens», il a cité l'élaboration des règles, l'identification des taux d'intégration conférant l'origine africaine aux produits à échanger (règles de liste), ainsi que l'élaboration des offres tarifaires visant la libéralisation de 90% des lignes tarifaires.

Il a aussi évoqué l'identification des produits sensibles et ceux à exclure de la libération tarifaire constituant les 10% des lignes tarifaires restantes, ainsi que l'élaboration et la soumission, au titre du commerce des services, des listes des engagements spécifiques pour chaque Etat membre.

Concernant l'apport de la République

arabe sahraouie démocratique (Rasd) dans le cadre de la Zlecaf, M. Bouchelaghem a rappelé que cet Etat, qui est membre fondateur de l'UA, figure parmi les pays signataires de l'Accord sur la zone à Kigali (Rwanda) en mars 2018.

La Rasd, a-t-il poursuivi, est référencée actuellement comme le 22<sup>ème</sup> pays ayant déposé les instruments de ratification, ce qui a conduit à l'entrée en vigueur de l'Accord Zlecaf, le 30 mai dernier.

Questionné sur les prochaines étapes qui suivront le lancement effectif de la Zlecaf, le même responsable, a indiqué qu'un Sommet extraordinaire des chefs d'Etat et de gouvernement, est programmé pour le 7 juillet 2019, à Niamey (Niger) pour le lancement du marché intra-africain.

Selon lui, la Zlecaf se veut une zone géographique continentale dans laquelle les biens et services circulent sans restriction entre les Etats membres de l'UA. Elle vise à stimuler le commerce intra-africain en offrant un Accord commercial global et mutuellement bénéfique entre les Etats membres, couvrant le commerce des biens et des services, les investissements, les droits de propriété intellectuelle et la politique en matière de concurrence.

Très attendue, cette zone constitue un

marché de 1,2 milliard de personnes et un produit intérieur brut combiné de 2,5 milliards de dollars, et créera un flux d'échange de 3 000 milliards de dollars, sans aucun droit de douane ni restriction à la frontière, a précisé M. Bouchelaghem.

L'idée de créer la Zone son origine dans le Traité d'Abudja (juin 1991), qui stipule que les Etats africains doivent renforcer leurs Communautés économiques régionales (CER) en intégrant et en coordonnant leurs politiques commerciales et en mettant graduellement, les huit CER, y compris l'UMA, sur une période de 34 ans, et par étapes, à partir de l'entrée en vigueur du Traité d'Abudja.

La ZLECAF, a ajouté M. Bouchelaghem, est l'un des projets phares de l'Agenda 2063 de l'UA qui constitue un cadre commun pour une croissance inclusive et un développement durable pour l'Afrique à réaliser au cours des cinquante prochaines années.

Les dirigeants africains espèrent que l'accord éliminera les droits de douane et générera des emplois pour une main-d'œuvre jeune et harmonisera le travail des communautés économiques régionales déjà existantes. Cela pourrait également accroître le commerce intra-africain de 52,3 % par an. Actuellement, le commerce intra-africain représente environ 16% du commerce total du continent.

Bilal L.

Chine

## La Banque mondiale prévoit une croissance autour de 6%

La Banque mondiale a prévu dans son dernier rapport publié vendredi que l'économie chinoise devra connaître une croissance de 6,2% en 2019 et de 6,1% en 2020.

Dans un environnement devenu moins favorable en raison du ralentissement de la croissance mondiale et de la hausse des tensions commerciales, l'économie chinoise devra de plus en plus s'appuyer sur la demande intérieure pour maintenir une croissance rapide, selon un rapport publié par la Banque mondiale.

«En réponse à la modération de la croissance et à des conditions externes moins favorables, le gouvernement a introduit un stimulus budgétaire mettant l'accent sur les incitations fiscales», a déclaré Martin Raiser, directeur pour la Chine de la Banque mondiale.

En 2019, de nouvelles réductions d'impôts et de frais et un plafond plus élevé pour les emprunts sur budget des gouvernements locaux peuvent conduire à un déficit consolidé plus élevé d'environ 5,9% du PIB, selon le rapport.

Le rapport indique également que les exportations nettes sont peu susceptibles d'apporter un élan soutenu dans les prochains mois, alors que les nouveaux droits de douane prennent effet et que la croissance mondiale ralentit.

L'escalade des tensions commerciales, une plus faible confiance des entreprises et une croissance plus lente du commerce mondial devraient peser sur les investissements et les exportations en 2020, incitant une révision à la baisse des prévisions de croissance pour l'année prochaine à 6,1%, selon le rapport.

H. Y.

OCDE

# Adoption d'une feuille de route pour résoudre les défis fiscaux

La communauté internationale a approuvé une feuille de route pour résoudre les défis fiscaux soulevés par la numérisation de l'économie et s'est engagée à poursuivre ses efforts pour parvenir à une solution de long terme fondée sur un consensus d'ici la fin de 2020, a annoncé vendredi l'OCDE.

Les 129 membres du Cadre inclusif sur l'érosion de la base d'imposition et le transfert des bénéfices (Beps) de l'OCDE et du G20 ont adopté un Programme de travail en vue d'aboutir à la conclusion d'un nouvel accord mondial pour taxer les entreprises multinationales, a indiqué l'Organisation dans un communiqué.

Le document, qui appelle à l'intensification des discussions internationales autour de deux principaux piliers, a été approuvé lors de la réunion plénière du Cadre inclusif, tenue les 28 et 29 mai, qui a réuni 289 délégués de 99 pays et juridictions membres et de 10 organisations ayant le

statut d'observateur, a précisé l'OCDE.

Le premier pilier explorera des solutions possibles pour déterminer où l'impôt devrait être payé et sur quelle base, ainsi que sur la partie des bénéfices qui pourrait ou devrait être imposée dans les juridictions au sein de laquelle se situent les clients ou les utilisateurs. Quant au deuxième pilier, il examinera la conception d'un système visant à s'assurer que les entreprises multinationales dans l'économie numérique et au-delà paient un niveau minimum d'impôt. Ce pilier fournira aux pays un nouvel outil pour protéger leur assiette fiscale du transfert des bénéfices vers des juridictions à imposition faible ou nulle.

«L'adoption de ce nouveau programme de travail a permis d'accomplir des progrès importants, mais il reste encore beaucoup de travail à faire pour tenter, d'ici la fin de 2020, de trouver une solution unifiée de long terme aux défis fiscaux soulevés par

la numérisation de l'économie», a déclaré le Secrétaire général de l'OCDE, Angel Gurría. «L'accord général trouvé aujourd'hui sur la feuille de route technique doit être suivi d'un soutien politique fort en faveur d'une solution qui maintienne, renforce et améliore le système fiscal international. La santé de toutes nos économies en dépend», a-t-il affirmé.

Le document sera présenté par le Secrétaire général de l'OCDE, aux ministres des Finances du G20 pour approbation lors de leur réunion ministérielle des 8 et 9 juin à Fukuoka, au Japon.

En 2015, l'OCDE estimait que les pertes de recettes générées par les pratiques de Beps pourraient s'élever jusqu'à 240 milliards USD, soit jusqu'à 10% des recettes fiscales globales, et a créé le Cadre inclusif pour coordonner les mesures internationales pour lutter contre les pratiques de Beps et améliorer les règles fiscales internationales.

Reda A.

Tiananmen

# 30 ans après, la répression hante toujours les familles

Ils ont perdu un mari ou un enfant : 30 ans après la répression des manifestations de la place Tiananmen à Pékin, des proches de victimes exigent toujours la vérité sur l'événement, le plus tabou de l'histoire de la Chine moderne.



**D**ans la nuit du 3 au 4 juin 1989, des soldats mettaient fin dans le sang à sept semaines de défilés et de grèves de la faim d'étudiants et d'ouvriers demandant la fin de la corruption et davantage de démocratie.

«Tout le monde pensait que jamais l'armée n'ouvrirait le feu. C'était inimaginable. On était en période de paix», raconte à l'AFP, You Weijie, 66 ans, dont le mari, un simple employé qui n'avait pas manifesté, a été tué lors de la répression.

«Les gens soutenaient les revendications des étudiants contre la corruption, la bureaucratie, l'inflation... Il y avait une immense vague de sympathie pour eux. Les habitants leur apportaient à boire, à manger», se souvient-elle.

Le soir du 3 juin, elle et son mari Yang Minghu sont réveillés vers minuit par des coups de feu au loin : des soldats et des

tanks, depuis la banlieue, filent vers la place Tiananmen située au centre-ville, tirant sur les civils le long des avenues.

«On s'inquiétait pour les étudiants. On voulait y aller pour s'assurer qu'il ne leur arrive rien. Mais notre fils n'avait que cinq ans. Alors mon mari est parti seul», raconte Mme You, ex-employée de teinturerie.

Après une nuit d'angoisse, elle le retrouve le lendemain, la vessie explosée et le bassin fracturé, dans un hôpital avec «plein de gens en sang, blessés de la tête aux pieds, dont beaucoup pleuraient». La morgue était «remplie de cadavres».

## «Pourquoi avez-vous tiré ?»

Avant de succomber, deux jours plus tard à l'âge de 42 ans, son mari lui raconte avoir été fauché par une rafale près de Tiananmen, après être tombé sur des militaires tirant à

l'aveuglette.

«Quand je suis sortie de l'hôpital, j'ai vu une scène que je n'oublierai jamais : à chaque carrefour, des soldats pointaient leurs armes à l'horizontale dans chaque direction. Et les gens restaient plantés là, à les regarder en silence», se remémore You Weijie en contrôlant son émotion.

«J'aurais voulu leur demander: pourquoi avez-vous tiré sur vos compatriotes ? Mais j'avais un enfant en bas âge, alors je me suis tue». Malgré la surveillance de la police, Mme You se lance dans une quête pour découvrir la vérité. Avec d'autres proches de victimes, elle rejoint l'association Les Mères de Tiananmen, dont elle est toujours porte-parole.

Leur but : obtenir réparation, établir les responsabilités des dirigeants de l'époque et savoir comment leurs proches sont décédés. Le nombre précis des morts reste inconnu.

Deux jours après le massacre, le gouvernement a fait état de «près de 300 morts», militaires compris, dans la répression de ce qu'il a appelé des «émeutes contre-révolutionnaires».

L'ex-ambassadeur du Royaume-Uni a évoqué 10 000 morts, la Croix-Rouge chinoise 2 700, mais la fourchette généralement admise, fondée sur divers relevés des hôpitaux, est comprise entre 400 et plus d'un millier de morts.

«L'association des Mères de Tiananmen a recensé 202 morts jusqu'à présent. Mais ce n'est, de loin, qu'une toute petite partie des victimes», estime You Weijie.

## Visage tuméfié

Le gouvernement impose le silence. L'événement n'est pratiquement jamais évoqué dans la presse, Internet, les livres, les manuels scolaires, les films, sauf à de rares exceptions où il est en général décrit par un euphémisme : «L'agitation politique de l'année 1989». En parler chez soi, avec sa famille et ses amis, est bien sûr possible. Mais toute commémoration dans l'espace public expose à une arrestation quasi-certaine. «Leur plus grand souhait, c'est que le souvenir de la répression s'estompe des mémoires. De la nôtre et de celle de toute personne sur Terre», déclare à l'AFP, Wu Dingfu, un ouvrier à la retraite qui a perdu son fils de 20 ans lors du massacre.

Passionné de photographie, gréviste de la faim durant les manifestations, cet étudiant de la prestigieuse Université du peuple a été retrouvé mort le 4 juin, après être sorti du campus «certainement pour prendre des photos», explique son père.

«Je lui avais dit qu'il ne fallait surtout pas se mêler de politique», se désole le septuagénaire. De son fils, il lui reste peu de choses : ses cendres, une carte de bibliothèque universitaire et quelques photos de lui coiffé d'un panama ou s'amusant avec des amis.

D'autres, prises à la dérobée par un camarade de classe, montrent le corps de Wu Guofeng à l'hôpital, gisant sur une table en bois, le visage tuméfié et les jambes balafrées de coupures rouges.

Ses parents n'ont jamais reçu d'explication officielle. Et 30 ans après, le gouvernement reste muré dans le silence.

«La répression du 4 juin restera à jamais comme une blessure, une douleur», estime Wu Dingfu. «Pour nous comme pour eux».

AFP

## «L'autre» Tiananmen : en 1989, c'est toute la Chine qui s'embrasait

**C'**est un «autre Tiananmen» presque oublié: au printemps 1989, au-delà de Pékin où des millions de Chinois avaient réclamé la démocratie, les villes de province voyaient aussi leurs manifestations matées dans le sang.

Karl Hutterer, un professeur austro-américain alors de passage à Chengdu (sud-ouest), à 1 800 kilomètres de la capitale, se souvient encore des scènes de chaos auxquelles il a assisté depuis le toit de son hôtel.

Début juin 1989, il dit avoir vu les forces de l'ordre faire irruption sur l'une des principales places de la ville, profitant de la nuit pour tirer des gaz lacrymogènes et frapper les manifestants à coups de matraque.

La place Tiananmen de Pékin était depuis sept semaines l'épicentre de manifestations jamais vues et dont la répression par l'armée a fait des centaines de morts dans la nuit du 3 au 4 juin.

Mais c'est toute la Chine qui a été touchée par ce mouvement de contestation, catalysé par l'opposi-

tion à la corruption et à l'inflation, qui frappait les ménages après une décennie de réformes économiques. «J'ai vu des gens transportés hors de l'hôpital situé près de la place. Il y avait des blessés et probablement aussi des morts», raconte Karl Hutterer à l'AFP, à propos des événements de Chengdu.

«Une personne qui ne parlait pas anglais m'a pris à part et m'a fait comprendre avec des gestes que c'était l'endroit où quelqu'un avait été frappé à mort», explique-t-il. Selon diverses estimations, une centaine de villes auraient été touchées par la contestation.

«C'était un mouvement populaire, où tout le monde partageait, à tout le moins, le désir d'avoir davantage de libertés et de droits», déclare à l'AFP, Andrea Worden, qui enseignait l'anglais à Changsha (centre).

## «Furieux»

En raison de la quasi absence de médias étrangers hors de Pékin, beaucoup de témoignages sont aujourd'hui perdus, les autorités imposant le silence sur ces

événements. «C'est une question de temps avant que le souvenir disparaisse complètement», estime Mme Worden, aujourd'hui militante des droits de l'homme.

Ces manifestants suivaient attentivement ce qui se passait dans la capitale. Et lorsque des étudiants de Tiananmen ont commencé à refuser de s'alimenter, ils ont aussitôt bénéficié d'un fervent soutien en province.

A Changsha, Andrea Worden estime qu'au moins 20 000 jeunes ont protesté le 17 mai, portant des banderoles sur lesquelles étaient inscrits : «Soutien aux grévistes de la faim de Pékin».

Quelques jours plus tard à Changchun (nord-est), des centaines d'ouvriers organisaient un défilé, se souvient Tang Yuanjun, ex-ingénieur à l'usine automobile FAW.

Et lorsque la nouvelle s'est répandue que l'armée avait ouvert le feu sur les manifestants à Pékin, partout en Chine des gens sont descendus dans les rues en signe de solidarité. «On était furieux», raconte un étudiant de l'université

de Lanzhou (nord-ouest) qui souhaite garder l'anonymat.

«La cruauté du gouvernement avait annihilé nos peurs», explique son camarade Ding Mao, un des leaders étudiants locaux à l'époque.

La nuit du 4 juin, en réaction à la répression dans la capitale, il avait occupé avec d'autres camarades un pont sur le fleuve Jaune - un des principaux points d'accès à la ville - afin de bloquer une intervention de l'armée.

Selon lui, des milliers d'autres habitants de Lanzhou ont également participé au blocage, notamment dans les rues et à la gare.

## Matraques et couteaux

Le 4 juin constitue selon lui un tournant pour la Chine, car après cette date «beaucoup de gens ont réalisé qu'il n'y aurait aucune possibilité de compromis ou de réforme (politique)».

Beaucoup de Chinois ont également payé un lourd tribut personnel pour avoir participé aux manifestations. Tang Yuanjun, l'ingénieur automobile de Changchun, a

écopé de 20 ans de prison pour activités «contre-révolutionnaires». Il est sorti en 1997, après huit ans d'emprisonnement.

«J'étais très choqué. C'est comme si la Révolution culturelle était revenue», explique l'homme d'aujourd'hui, 62 ans, qui vit désormais aux Etats-Unis.

A Chengdu, entre six et 300 personnes sont mortes, selon la journaliste Louisa Lim, auteure d'un ouvrage sur les événements. Une estimation basée sur des câbles diplomatiques américains, un lanceur d'alerte du Parti communiste chinois (PCC) et divers témoins.

Les forces de l'ordre frappaient les manifestants «avec des matraques et des couteaux jusqu'à ce qu'ils ne bougent plus», a écrit Karl Hutterer dans des notes datées du 10 juin 1989, fondées sur son expérience et des témoignages.

Mais 30 ans après, cette période de l'histoire de Chine reste taboue. Et les autorités effacent avec zèle d'Internet toute référence à la répression.

AFP

Selon un spécialiste

# La circoncision des enfants à un âge précoce risque de générer des complications

La circoncision précoce des enfants les exposerait, à l'âge adulte, aux risques de complications de santé, affectant notamment l'appareil génito-urinaire, a affirmé le chef de service de chirurgie pédiatrique de l'Etablissement hospitalier spécialisé (EHS) Hassan-Badi d'El Harrach à Alger, le Dr. Nacereddine Djidjeli.



« 80 % des complications affectant l'appareil génito-urinaire masculin chez l'enfant sont dues à leur circoncision à un âge précoce, l'organe génital masculin de l'enfant n'étant pas encore bien développé », a indiqué le Dr Djidjeli dans un entretien à l'APS, qualifiant "d'inconscients" les parents qui optent pour la circoncision de leurs enfants durant leurs premières semaines, voire premiers mois de naissance et ce, en raison du risque de complications que ces derniers encourent une fois adulte.

Le spécialiste a mis en garde contre les circoncisions collectives, organisées par certaines associations et mêmes des bienfaiteurs à l'occasion du mois de Ramadhan, notamment au 27ème jour, Leïlat el Qadr (Nuit

du destin), vu les conséquences qui peuvent s'avérer très graves, arguant qu'en de telles situations, le médecin peut manquer de concentration et subir une certaine pression due au nombre importants d'enfants à circoncire en une seule journée.

Il a appelé, dans ce sens, les parents "à effectuer cette opération au sein des Etablissements hospitaliers publics ou privés, dotés en moyens humains et matériels nécessaires en cas d'urgence".

Après avoir tiré la sonnette d'alarme concernant l'utilisation du bistouri électrique lors de cette opération qui laisse souvent des lésions ou des cicatrices chez l'enfant, le Dr Djidjeli a insisté sur l'importance "d'effectuer des analyses médicales préalables à l'enfant pour dépister d'éventuelles maladies pouvant causer une hémorragie".

Pour sa part, la présidente de l'association des hémophiles, Latifa Lamhene, a souligné l'impératif de "sensibiliser la société aux conditions de la circoncision durant le mois sacré, à travers les prêches et discours religieux et via les médias", déplorant le fait que "des cas de décès soient enregistrés lors de cette chirurgie, en raison de certaines pratiques obsolètes".

"En dépit des recommandations du ministère de la Santé appelant à effectuer les circoncisions tout au long du mois sacré et dans les établissements hospitaliers publics et privés par un chirurgien, certaines pratiques sociales traditionnelles ne respectent toujours pas ces recommandations", a-t-elle dit.

Dans ce contexte, elle a précisé que la société algérienne

préfère souvent la circoncision des enfants la veille de Leïlat El Kadr (Nuit du destin) de ce mois sacré, ce qui provoque, a-t-elle souligné, "une surcharge dans les établissements hospitaliers publics et privés et cause des accidents".

La même responsable a appelé les familles et les associations à respecter les recommandations du ministère de la Santé qui insiste sur la nécessité d'effectuer cette opération par "des chirurgiens et dans les établissements hospitaliers publics et privés".

Après avoir mis en garde contre le danger d'effectuer cette opération avant l'âge de deux ans, elle a indiqué que six enfants sur 10, qui subissent cette opération avant cet âge, se voient circoncire une deuxième fois.

K. M.

## Pour une durée de deux ans Des équipes médicales chinoises prochainement en Algérie

■ Un accord de coopération sino-algérienne dans le domaine de la santé a été signé, jeudi à Alger, portant sur l'envoi d'équipes médicales chinoises spécialisées en Algérie pour une durée de deux ans et à "titre gracieux".

L'accord a été signé par le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Mohamed Miraoui, et l'ambassadeur de la République de Chine en Algérie, Li Lianhe.

Il s'agit du 26ème groupe de praticiens chinois à exercer en Algérie depuis l'indépendance, le premier remontant à 1963, et interviendra dans diverses spécialités dont la gynécologie-obstétrique, la chirurgie, la réanimation, ainsi que l'ophtalmologie, a souligné le ministre de la Santé dans une brève allocution, saluant "l'excellence et la qualité" des services fournis par les médecins chinois.

Tout en exprimant sa "reconnaissance pour cet apport prodigué, à titre gracieux", il a ajouté que les équipes médicales précédentes avaient activé dans les wilayas d'Alger, Tiaret, Aïn Defla, Khenchela, Batna, Mascara, Saïda et Sétif.

M. Miraoui a tenu, à cette occasion, à saluer "le niveau des relations bilatérales dans le domaine de la santé", rappelant les accords conclus entre les deux parties portant création du centre sino-algérien au niveau de l'établissement hospitalier spécialisé de Ben Aknoun, ainsi que le jumelage entre le centre hospitalo-universitaire (CHU) Mustapha Bacha (Alger) et un hôpital chinois en matière de gynécologie-obstétrique.

Le ministre s'est, en outre, engagé à promouvoir ce partenariat "dans l'intérêt des deux pays".

Se félicitant, à son tour, de ce nouvel accord, l'ambassadeur de Chine a indiqué qu'en 56 ans de coopération bilatérale, son pays a mis à la disposition de l'Algérie "environ 3 400 équipes médicales ayant contribué à alléger la charge des structures de santé à travers le territoire national". Cela confirme, selon le diplomate, "la solidité des liens fraternels unissant les deux pays", ajoutant que la Chine "accorde une grande importance à son partenariat avec l'Algérie dans tous les domaines".

M. Y.

Des études l'affirme

# L'abus d'aliments «ultra-transformés» accroît le risque cardiovasculaire

L'abus d'aliments "ultra-transformés" accroît le risque cardiovasculaire et de décès, suggèrent deux études européennes menées auprès de plus de 120 000 personnes et publiées jeudi.

Ces nouvelles études, même si elles ne permettent pas de démontrer un lien direct de cause à effet, renforcent les arguments de travaux précédents liant les plats hautement transformés à un risque accru d'obésité, d'hypertension artérielle, voire de cancers.

Des aliments sont considérés ultra-transformés quand ils ont subi des procédés industriels de transformation (huile hydrogénée, amidon modifié, etc.) et contiennent de

nombreux ingrédients, notamment des additifs.

Un plat préparé, sans additifs, congelé ou pas, n'en fait pas partie. Mais la plupart des plats prêts à réchauffer, les sodas sucrés ou contenant des édulcorants, les "steaks" végétaux reconstitués avec additifs, les sauces, les soupes en poudre et les snacks en général en font partie.

Ils sont généralement plus riches en sel, graisses saturées, sucre et pauvres en vitamines et en fibres, selon les chercheurs. S'y ajoutent des contaminants provenant des emballages et des contenants en plastique.

Ce type d'aliments représente plus de la moitié des apports

énergétiques dans de nombreux pays occidentaux, selon l'Inserm.

Les deux études, respectivement conduites sur plus de 100 000 adultes français et près de 20 000 diplômés d'universités espagnoles, sont parues dans le British Medical Journal (BMJ).

La nouvelle étude française de l'Inserm dirigée par la Dr Mathilde Touvier porte sur plus de 100 000 participants, en majorité des femmes, participant à l'étude NutriNet-Santé (suivis entre 2009 et 2018, sur six ans maximum).

Elle a évalué la consommation de 3 300 aliments et boissons, classés selon leur degré de transformation industrielle.

La consommation d'aliments

ultra-transformés s'est révélée être associée à un risque plus élevé de maladies cardiovasculaires (1 409 cas sur les 105 159 participants), et en particulier de maladies coronariennes (665 cas) et de maladies cérébro-vasculaires (829 cas).

Une augmentation de 10 points de pourcentage d'aliments ultra-transformés dans la nourriture - en passant par exemple de 15 à 25% - est associée à une augmentation de 12% du risque de maladies cardiovasculaires (13% pour les maladies coronariennes et 11% pour les AVC et leur forme transitoire). "L'étude ne permet pas, à elle seule, de conclure à un lien de cause à

effet, mais l'association entre aliments ultra-transformés et risque de maladies cardiovasculaires est statistiquement significative en tenant compte des autres caractéristiques des participants (tabac, alcool, niveau d'activité physique, statut socio-économique, âge, sexe, poids etc)", dit Mme Touvier cité par l'AFP.

"Par exemple, à statut tabagique, niveau d'activité physique et poids équivalents, les personnes qui avaient une proportion d'aliments ultra-transformés dans leur alimentation plus élevée avaient plus de risque de développer une maladie cardiovasculaire", ajoute-t-elle.

H. T.

Mila

# Remise des clés de 80 logements LPL

Les clés de 80 logements publics locatifs (LPL), réalisés dans la commune de Rouached au Nord de Mila, ont été remises jeudi à leurs propriétaires, lors d'une cérémonie présidée par les autorités locales, tenue dans une ambiance festive des bénéficiaires.



**S'**exprimant en marge de cette opération, le directeur de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI), Youcef Laâouar, a indiqué que «tous les problèmes ayant entravés distribution de ces logements, parachevés depuis plusieurs années, ont été résolus dont notamment l'assainissement».

Il a dans ce contexte ajouté qu'une enveloppe financière a été dégagée pour

la réalisation d'un bassin d'évacuation des eaux usées, assurant que cette nouvelle cité a été raccordée aux voiries et réseaux divers (VRD).

Les préparatifs sont en cours pour le lancement «prochain» de la distribution d'un quota de 1.700 à 2.000 unités LPL dans la wilaya de Mila, a révélé le même responsable, notant que cette opération se poursuivra «jusqu'à la fin de l'année en cours».

S'agissant du quota de 2.500 logements publics locatifs (LPL) en cours de réalisation, M Laâouar a indiqué que des instructions ont été données à l'entreprise chargée de ce pro-

jet pour l'achèvement des travaux dans un délai de deux ans.

«Les opérations de distribution de logements se poursuivront au cours de cette année et concerneront plusieurs projets réalisés à travers de nombreuses communes de la wilaya», a déclaré à l'occasion le chef de l'exécutif local, Mohamed Amier, mettant l'accent sur «la nécessité de raccorder tous les logements aux VRD avant leur distribution».

De son côté, le directeur de l'habitat, Mouloud Fadhel, a relevé que la wilaya a bénéficié au titre de l'année en cours d'un

programme de réalisation de 1.827 logements de type location-vente (AADL) pour lequel une assiette foncière a été désignée, affirmant que ce projet a permis de prendre en charge les demandes de tous les souscripteurs sous cette formule.

Des assiettes foncières ont également été désignées pour la réalisation d'un projet de 500 logements promotionnel aidé (LPA), a ajouté le même responsable, signalant que la wilaya de Mila avait bénéficié, durant l'année en cours, de 1.400 aides à l'habitat rural.

Y. F.

Tizi-Ouzou

## La protection civile renforcée de 11 nouvelles infrastructures

■ La protection civile au niveau de la wilaya de Tizi-Ouzou se renforce de 11 postes avancés de lutte contre les incendies à travers différentes localités, dont les projets viennent d'être dégelés, a-t-on appris jeudi auprès de la direction locale de ce corps.

Ces nouvelles infrastructures seront installées au niveau des localités de Maatkas, Ath-Yenni, Akbil, Idjer, Aghrib, Tizi\_Rached, Yakouren, Tadmaït, Souamaa, Redjouana et Tizi-ville ainsi qu'une unité légère qui sera installée dans la commune d'Iffarhounen.

Le dégel de ces 11 projets d'infrastructures, en plus des 06 autres déjà en construction, permettra, «une fois opérationnels», d'améliorer la couverture à travers le territoire de la wilaya et de réduire les délais d'intervention» des unités de la protection civile, a souligné à l'APS, son responsable local, le Colonel Mohammadi Brahim.

Ces projets dont les études ont été achevées récemment ont été inscrits, sur demande de la direction locale, depuis 2015, ont pour rappel, fait l'objet d'une récente délibération de l'Assemblée populaire de wilaya et de plusieurs correspondances de l'exécutif local auprès du ministère de l'intérieur et des collectivités locales.

Ces nouvelles installations, une fois achevées, permettront, en outre, la couverture de l'ensemble des daïra de la wilaya de Tizi-Ouzou, qui se caractérise par un relief montagneux et forestier important.

Par ailleurs, une campagne de prévention et de sensibilisation contre les feux de forêts a été lancée par la protection civile en collaboration avec la direction locales des forêts, depuis le 21 de ce mois, pour «sensibiliser sur les risques d'incendies» en cette veille de saison de chaleur.

R. T.

Ouargla

## Des puits pastoraux équipés en kits solaires

**A**u moins 61 puits pastoraux ont été équipés en kits solaires depuis 2013 à travers la wilaya d'Ouargla, a-t-on appris auprès de la Conservation des forêts. L'opération a concerné notamment les régions éloignées et enclavées ne pouvant être raccordées au réseau d'électricité, à l'instar de certaines zones des communes d'El-Borma (420 km Est d'Ouargla), Rouissat, N'goussa, El-Alia, Hassi-Messaoud et Ouargla, et de la wilaya déléguée de Touggourt.

Ces puits pastoraux exploitent ainsi l'énergie solaire pour le pompage de l'eau, a expliqué le Conservateur des forêts,

Debabnia Herkati, en soulignant la disponibilité d'importantes ressources naturelles dans la wilaya (ensoleillement et eaux souterraines) ne nécessitant pas de gros moyens pour leur exploitation et la mobilisation de l'eau pour les besoins de la ressource animale. Ces opérations s'inscrivent dans le cadre des programmes de développement du Sud et de la généralisation de l'énergie solaire, visant à concrétiser un développement durable et à améliorer les conditions de vie des citoyens dans les zones enclavées et reculées, notamment la population nomade exerçant principalement l'activité pastorale en leur facilitant l'accès aux points d'abreu-

vage, a-t-il ajouté. L'opération se poursuit pour l'équipement de plus de 30 autres puits pastoraux à travers la wilaya, qui seront, aussitôt réalisés, mis à la disposition des associations professionnelles activant dans le domaine de l'élevage, poursuit M. Debabnia.

Les résultats positifs enregistrés en matière d'équipements des puits pastoraux en énergie solaire dans plusieurs zones telles qu'El-Borma, El-Hedjira et Témacine, a amené les services de la Conservation des forêts à étendre l'opération aux autres régions à vocation pastorale, a-t-il conclu.

R. L.

## Des agriculteurs bénéficient de la régularisation du foncier agricole

■ Au moins 533 agriculteurs ont bénéficié de la régularisation du foncier agricole à fin 2018 dans la wilaya d'Ouargla, a-t-on appris du Président de la Chambre locale de l'Agriculture.

Cette opération, qui intervient en application de l'instruction interministérielle N-162 du 13 février 2013 portant redynamisation des dispositifs relatifs au foncier agricole dans les wilayas du sahariennes, a touché quelques régions, telles que Ain Moussa, Oum Raneb et Taïbet, a précisé à l'APS, Okba Choukri Bouziani.

Elle vise à lever les contraintes constatées par les agriculteurs sur le terrain, surtout celles liées à l'accession à la propriété foncière agricole, tout en permettant aux bénéficiaires d'obtenir leurs actes de propriété et la carte professionnelle d'agriculteurs qui leur ouvre l'accès à de nombreux avantages, à l'instar des aides, des crédits et autres soutiens assurés par l'Etat, a-t-il souligné.

L'activité agricole à Ouargla a connu ces dernières années une dynamique, à la faveur de certains facteurs tels que l'encouragement et l'accompagnement technique accordés aux agriculteurs ayant

relevé le défi pour renforcer la production agricole, a souligné M Choukri Bouziani.

Le même responsable signale aussi que des résultats «prometteurs» avec un rendement «suffisant» ont été obtenus ces dernières années au niveau de plusieurs périmètres agricoles dans la wilaya d'Ouargla qui recèle une superficie agricole utile de 5.691.655 hectares, consacrée à la pratique de diverses filières, essentiellement la culture du palmier dattier.

Classée parmi les premières wilayas productrices de dattes, en quantité et qualité, la wilaya d'Ouargla dispose d'un verger riche de centaines de variétés de dattes avec une capacité de production «très importante» de Deglet Nour, la variété la plus appréciée, a-t-il dit.

M.Bouziani évoque d'autres cultures, à l'instar de la céréaliculure, la serriculture, le maraîchage, dont la pomme de terre, et la culture d'arachides et l'arboriculture fruitière, a-t-il ajouté.

R. O.



Selon un rapport

# 31 Palestiniens tués par l'armée d'occupation en mai

Au total, 31 Palestiniens ont été tués au mois de mai par les forces d'occupation israéliennes, selon un rapport mensuel du centre des études et de documentation de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP).



**S**elon le directeur du centre, Abdullah Al-Horani, cité par l'agence de presse palestinienne, Wafa, quatre femmes et quatre enfants comptent parmi les Palestiniens tués.

Le centre a fait état de 27 personnes tuées « suite aux raids effectués par les avions de l'occupation israélienne contre les civils non armés et les immeubles ». Trois autres ont été tués lors de leur participation aux marches pacifiques du retour, près de la barrière érigée par l'occupant israélien, séparant la bande de Ghaza des territoires palestiniens occupés en 1948.

Vendredi, un adolescent de 16 ans de Ramallah a été tué alors

qu'il tentait d'atteindre la mosquée d'Al-Aqsa, portant ainsi, le nombre à 31 morts durant le mois de mai.

Le rapport a également révélé que les forces israéliennes de l'occupation ont arrêté environ 350 Palestiniens en Cisjordanie occupée, à El-Qods occupée, et à Ghaza durant la même période, et 380 autres ont été blessés.

En 2018, quelque 312 Palestiniens ont été tués, selon un rapport du Bureau central de la statistique de Palestine (Pcbs), publié à l'occasion du 71<sup>ème</sup> anniversaire de la Nakba, et 29 600 autres ont été blessés.

Par ailleurs, le ministère palestinien des Affaires étrangères et des Expatriés a condamné l'assassinat vendredi, de deux adoles-

cents par les forces d'occupation israélienne.

Selon un communiqué relayé par l'agence de presse palestinienne, Wafa, le premier a été tué devant le poste de contrôle Mazmoriya à l'est de Beïtehem, et le deuxième de Ramallah tué dans la vieille ville d'El-Qods occupée.

Selon le texte, la diplomatie palestinienne a condamné les tirs israéliens ayant ciblé les Palestiniens alors qu'ils tentaient d'entrer à la ville d'El-Qods occupée pour atteindre la Mosquée d'Al-Aqsa, estimant que « ce crime » s'ajoutait « à une série continue de crimes d'exécutions sur le terrain commis par l'occupation contre notre peuple ».

Le ministère palestinien des

Affaires étrangères et des Expatriés, a dénoncé, notamment « la décision israélienne d'accorder l'immunité juridique aux soldats impliqués dans l'assassinat de Palestiniens », appelant la Cour pénale internationale (CPI), à ouvrir une enquête officielle.

Sur un autre plan, l'Union européenne (UE) a condamné hier, la décision des autorités de l'occupation israélienne de construire plus de 800 logements dans des colonies dans la ville sainte d'Al-Qods occupée.

« L'Union européenne est fermement opposée à la politique de colonisation israélienne, y compris à Al Qods-Est », a affirmé le porte-parole du Service euro-

péen pour l'action extérieure (Seae) dans un communiqué, notant que toute activité de colonisation est illégale au regard du droit international et constitue un obstacle à la paix.

La politique de construction et d'expansion des colonies à Al Qods « compromet la viabilité d'une solution à deux à deux Etats et la perspective d'une paix juste et durable », a-t-il ajouté, relevant que l'UE « continuera à dialoguer avec les deux parties et avec ses partenaires internationaux et régionaux pour favoriser la reprise d'un processus constructif en vue de parvenir à une solution négociée à deux Etats ».

Les colonies, considérées comme illégales par la communauté internationale, constituent l'un des obstacles majeurs à la paix entre Palestiniens et Israéliens. **R. I.**

## Irak Baghdad opposé aux tensions entre Téhéran et Washington

Le ministre irakien des Affaires étrangères Mohammed Al-Hakim, a réaffirmé que son pays « est clairement opposé » à la guerre et à l'aggravation des tensions entre les Etats-Unis et l'Iran, rapportent jeudi des médias.

« La position de l'Irak est claire sur la crise actuelle entre les Etats-Unis et l'Iran : nous sommes favorables au calme et à tout ce qui peut empêcher la guerre dans notre région », a dit mercredi, M. Al-Hakim dans un communiqué.

Le chef de la diplomatie irakienne a également déclaré que la position de l'Irak est cohérente avec les récentes remarques du président américain, Donald Trump, sur « l'absence d'intention de lancer une guerre », poursuit le communiqué.

Jeudi, selon le site d'information ABC News, M. Trump aurait déclaré que l'économie iranienne est affectée par les sanctions américaines et que l'Iran est devenu « un Etat faible », ajoutant : « Nous sommes prêts à négocier avec l'Iran s'il le veut ».

Le communiqué de M. Al-Hakim salue les récents propos de M. Trump et précise : « L'Irak considère les récentes déclarations du président Trump comme importantes et comme une avancée dans la bonne direction, à savoir calmer la situation dans la région », conclut le communiqué. **R. L.**

Afghanistan

## L'ex-président annonce par erreur un cessez-le feu avec les taliban

**L'**ex-président afghan, Hamid Karzaï, a annoncé par erreur, vendredi sur Facebook, que les taliban déclaraient un cessez-le-feu, suscitant un moment d'espoir vite déçu parmi une population avide de paix.

Le groupe a rapidement démenti l'information et fait savoir que le message auquel se référait M. Karzaï datait de l'année dernière lorsque les taliban avaient effectivement observé un cessez-le-feu à l'occasion de la fête de l'Aïd el Fitr, qui marque la fin du mois de Ramadhan.

De nombreux Afghans, épuisés par des décennies de guerre et de violences, espèrent une réédition de ce cessez-le-feu cette année à l'occasion de l'Aïd el Fitr, qui tombe la semaine prochaine. « L'ex-président Hamid Karzaï se félicite de l'annonce de cessez-le-feu par le mouvement taliban à l'occasion de l'Aïd et salue leur

décision. L'ex-président souhaite que le gouvernement afghan en fasse de même et annonce un cessez-le-feu », selon le message apparu sur le fil d'actualité du compte Facebook de M. Karzaï peu après midi (07h30 GMT) vendredi. De nombreux médias en Afghanistan l'ont immédiatement repris dans la rubrique « Breaking news ». M. Karzaï paraissait d'autant mieux placé pour annoncer une telle nouvelle qu'il venait tout juste, avec d'autres opposants politiques afghans, de rencontrer de hauts responsables taliban lors d'une conférence à Moscou mercredi et jeudi.

Les deux parties s'étaient séparées en affirmant avoir accompli « d'immenses progrès », mais sans annonce de cessez-le-feu. Le gouvernement du président Ashraf Ghani n'était pas représenté à la conférence.

Le message de M. Karzaï a été démenti peu

après sur Twitter par le porte-parole des taliban, Zabihullah Mujahid.

« Clarification. Un message audio fait du bruit sur les réseaux sociaux au sujet d'un cessez-le-feu. Il ne s'agit pas d'un nouveau message mais de l'annonce de cessez-le-feu pendant l'Aïd l'an dernier. Nous espérons que les médias et les utilisateurs des réseaux sociaux n'ont pas été dupés ».

« Nous avons émis ce communiqué sur la foi d'un enregistrement audio diffusé par les talibans. On nous a assurés que cet enregistrement avait été diffusé aujourd'hui », a déclaré Yusuf Saha, le porte-parole de M. Karzaï.

Le cessez-le-feu de trois jours observé en 2018 avait donné lieu à d'inédites scènes de fraternisation entre combattants taliban, civils et membres des forces de sécurité. **F. M.**

Angola

# Funérailles publiques pour le chef rebelle Jonas Savimbi, 17 ans après sa mort

Le chef rebelle angolais Jonas Savimbi, mort en 2002 au combat, doit être enterré dans son village familial lors de funérailles publiques, un "signe important pour la réconciliation" nationale dix-sept ans après la fin d'une guerre civile sanglante.



**D**ès vendredi soir, des centaines de personnes ont accompagné en moto, voiture ou camion sa dépouille dans le village de Lopitanga (centre), où elle sera inhumée.

"Pendant 17 ans, nous avons attendu" ces funérailles, a déclaré Isaias Samakuva, leader de l'ex-rébellion de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (Unita), aujourd'hui transformée en parti politique.

Jonas Savimbi, dit le "coq noir", a été tué le 22 février 2002 lors d'un affrontement avec l'armée près de Luena, dans le centre du pays. Il avait 67 ans.

Dès le lendemain, des soldats l'enterrent en catimini dans la ville, après la diffusion par la télévision nationale d'images de son corps criblé de balles.

Moins de deux mois plus tard, un cessez-le-feu met fin à vingt-sept ans d'un conflit emblématique de la guerre froide: les Etats-Unis ont longtemps soutenu l'Unita, Cuba le régime marxiste-léniniste de Luanda.

Il faudra finalement attendre dix-sept ans et de longues négociations avec les autorités

angolaises pour que Luanda donne son feu vert à une exhumation et un enterrement en bonne et due forme à Lopitanga, conformément au souhait de Jonas Savimbi.

"Il avait toujours dit qu'il voulait rentrer chez lui", où est enterré son père, a expliqué à l'AFP l'un de ses trente enfants, Cheya Savimbi.

Ces obsèques sont "un signe important pour la réconciliation nationale", a estimé l'un de ses frères, Raphaël.

## "Paranoïaque"

Presque toujours vêtu de son uniforme vert, revolver sur la hanche et canne à la main, Jonas Savimbi a commandé d'une main de fer une armée d'au moins 30.000 hommes.

Autoritaire et intransigeant, il était aussi "très intelligent et très charismatique", témoigne Fred Bridgland, auteur d'une biographie "Jonas Savimbi: a Key to Africa".

Mais "Savimbi a trahi son peuple. Il a ruiné son mouvement à cause de sa paranoïa et de son appétit sexuel", ajoute-t-il à l'AFP.

"Il a tué pour éliminer les gens dans son parti, ceux qu'ils considéraient comme une menace (...), et il a tué par jalousie sexuelle", raconte-t-il.

Des femmes qui avaient osé refuser ses avances sexuelles ont été brûlées en public, ainsi que leurs enfants, affirme-t-il.

Alleluia Savimbi défend lui son père: "On est tous des humains, on peut faire des erreurs, mais je pense que mon père a contribué à sa manière à ce que l'Angola soit aujourd'hui un pays démocratique".

## "Malentendu"

Les obsèques de samedi ont été rendues possibles par le départ en 2017 du président José Eduardo dos Santos après trente-huit ans au pouvoir.

Son successeur Joao Lourenço, pourtant issu du même Mouvement populaire de libération de l'Angola (MPLA), fait souffler un vent nouveau sur le pays.

En août 2018, une commission est mise en place pour organiser l'exhumation et les funérailles de Jonas Savimbi.

La dépouille est exhumée en janvier

2019. En mai, des tests ADN menés par des laboratoires sud-africain, argentin, angolais et portugais confirment que les restes sont bien ceux de l'ex-chef de l'Unita, mettant fin aux plus folles rumeurs.

Mais tout le processus ne se fait pas sans heurts: l'urne funéraire devait être confiée mardi à la famille et à l'Unita, mais rien ne se passe comme prévu.

Les deux camps laissent planer un temps le doute sur le maintien des obsèques samedi.

Le président Lourenço et le chef de l'Unita Isaias Samakuva se réunissent en urgence jeudi à Luanda pour tenter de dénouer la situation.

L'urne scellée est finalement remise vendredi à la famille Savimbi et à l'Unita à Andulo (centre), avant d'être transportée à Lopitanga, à une trentaine de kilomètres de là. Après avoir crié à "l'humiliation", l'Unita parle d'un simple "malentendu" à l'origine des ratés de la remise de la dépouille. L'heure est à l'apaisement. Mais cet épisode témoigne des tensions encore vives entre l'Unita et son adversaire de toujours, le MPLA.

AFP

Soudan

## Le chef de l'ONU appelle les parties à reprendre les négociations

Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres a appelé vendredi les militaires à la tête du Soudan et les manifestants à revenir à la table des négociations pour trouver "rapidement" un accord sur le transfert du pouvoir à un gouvernement civil.

M. Guterres a estimé, par communiqué, que les parties devaient "conclure les négociations sur le transfert du pouvoir à une autorité transitionnelle civile aussi vite que possible".

Les pourparlers entre le Conseil militaire et les manifestants ont buté sur la qualité du responsable qui prendra la tête d'un gouvernement transitionnel - un militaire ou un civil. Des centaines de personnes ont manifesté vendredi à Khartoum pour soutenir les militaires.

La veille, des milliers de Soudanais avaient manifesté devant le siège de l'armée à Khartoum, à l'appel du mouvement de la contestation. Depuis le 6 avril, des manifestants campent en masse devant le siège de l'armée. Après avoir demandé le soutien des militaires contre le président Omar el-Béchir, ils réclament désormais le départ des généraux qui ont pris le pouvoir après avoir évincé le chef de l'Etat le 11 avril. M. Guterres a appelé à "la plus grande retenue" et souligné l'importance du respect des droits humains, y compris le droit à la liberté de réunion et d'expression.

Les négociations entre le Conseil militaire de transition et l'ALC ont été suspendues le 21 mai faute d'accord. Les deux camps exigent de prendre la direction et d'obtenir la majorité des sièges au sein d'un futur Conseil souverain censé assurer la transition politique pour trois ans. Le chef de l'ONU a appelé à une transition qui respecte "l'aspiration démocratique" du peuple soudanais.

R. A.

Sierra Leone

## Heurts à Freetown après une décision de justice favorable au président

**L**a justice sierra-léonaise a renforcé vendredi le poids au Parlement de la formation du président Julius Maada Bio en destituant 10 députés du principal parti d'opposition, une décision qui a provoqué des heurts entre ses partisans et la police, qui a procédé à des dizaines d'arrestations. La Haute cour de justice a invalidé l'élection de 10 des 16 députés de l'ancien parti au pouvoir, l'APC, qui étaient poursuivis pour des infractions à la loi électorale, plus d'un an après les législatives de mars 2018.

Neuf des députés déçus ont été immédiatement remplacés par les candidats du SLPP, le parti du chef de l'Etat, qui avaient terminé en seconde position dans les circonscriptions contestées. Le dixième siège rendu vacant sera attribué lors d'une élection partielle, selon la Haute cour.

Selon ses avocats, l'APC a l'intention d'in-

troduire un recours devant la Cour suprême. Sur les 132 députés élus de ce petit pays anglophone d'Afrique de l'Ouest, dont le sol regorge de diamants mais qui reste l'un des plus pauvres au monde, l'APC n'en compte désormais plus que 57, alors que le SLPP en dispose à présent de 58.

Des heurts ont éclaté à Freetown peu après la décision de justice devant le siège de l'APC, où la police a procédé à l'interpellation de dizaine de manifestants, dont de hauts responsables du parti et d'anciens ministres, selon une source policière.

"Nos partisans ont reçu des gaz lacrymogènes pendant des heures dans nos bureaux et ceux-ci ont été vandalisés et pillés", a déclaré à l'AFP le secrétaire général de l'APC, Alhaji Foday Yanssaneh. Il a regretté que "32 plaintes visant des élus du SLPP n'aient pas été examinées par la justice

après un an".

"Notre parti détient la majorité au Parlement. C'est une victoire pour notre parti et pour l'état de droit", s'est en revanche réjoui l'une des figures du SLPP, le ministre de l'Intérieur Lahai Lawrence Leema, alors que les militants célébraient la décision au siège du parti au pouvoir.

"Nous nous inquiétons des divisions politiques croissantes", a réagi Alphonso Bannie, membre d'un réseau local d'ONG de défense des droits de l'homme, alors qu'une guerre civile a fait quelque 120.000 morts dans le pays entre 1991 et 2002.

L'APC a récemment boycotté une conférence sur la cohésion nationale et la paix, ainsi qu'une élection locale, en accusant le pouvoir d'intimidations et de violations des droits de l'homme.

AFP

Après l'empereur, la reine

# Trump goûte aux fastes de la monarchie

**A peine rentré de son voyage au Japon, où il a rencontré le nouvel empereur Naruhito, Donald Trump s'envole aujourd'hui pour le Royaume-Uni où il sera reçu par la reine Elizabeth II pour une visite qui s'annonce mouvementée.**

**L**e président américain, qui n'a jamais caché son goût prononcé pour les honneurs et les tapis rouges, arrive dans un climat politique difficile, au moment où le pays cherche un successeur à la Première ministre, Theresa May, et s'interroge, dans la douleur, sur la façon de mettre en oeuvre le Brexit.

Son précédent voyage au Royaume-Uni, qui avait fait descendre des dizaines de milliers de personnes dans la rue, avait été particulièrement chaotique, ponctué d'un surprenant entretien au tabloïd *The Sun* très critique envers la cheffe du gouvernement qui avait suscité stupeur et effarement.

Pour cette visite de trois jours, qui débutera lundi par une cérémonie à Buckingham Palace suivie d'un déjeuner avec la reine puis, dans la soirée, d'un banquet officiel (auquel ont eu droit avant lui George W. Bush et Barack Obama), quel ton adoptera le milliardaire républicain ?

Jusqu'où s'immiscera-t-il dans le débat sur le nom du prochain occupant du 10 Downing Street ? Donnera-t-il aux Britanniques des «conseils» sur la meilleure façon de gérer la sortie de l'Union européenne ?

Comme tous ses prédécesseurs, il devrait insister sur la «relation spéciale» anglo-américaine. Le reste est, comme toujours avec le 45<sup>e</sup> président des Etats-Unis, imprévisible.

«A mon avis, ce que le président attend avec le plus d'impatience, ce sont ses interactions avec la famille royale», estime Heather Conley, du Center for Strategic and International Studies.

A l'été 2018, Donald Trump avait pris le thé avec la monarque britannique dans le château de Windsor, mais n'avait pas eu droit à tout le faste d'une visite d'Etat.

Avant même son arrivée sur le sol britannique, des appels à manifester ont été lancés, et la polémique a débuté.



Le chef de l'opposition travailliste, Jeremy Corbyn, a décliné l'invitation au dîner d'Etat, jugeant inopportun de dérouler le tapis rouge pour honorer un président «qui déchire des traités internationaux vitaux, soutient le déni du changement climatique et use d'une rhétorique raciste et misogyne».

Mardi, la visite prendra une tournure plus politique avec un tête-à-tête avec Theresa May, à quelques jours de sa démission effective, prévue le 7 juin.

Si elle fut la première dirigeante étrangère accueillie à la Maison-Blanche après la victoire-surprise du magnat de l'immobilier en novembre 2016, leur relation a été marquée par une série de pics de tensions. Et les sujets de dissension entre les deux pays sont réels. «Quand vous vous penchez sur la relation Washington-Londres, elle est truffée de désaccords», souligne Heather Conley, citant en premier lieu l'Iran et la

volonté affichée du Royaume-Uni de défendre l'accord nucléaire remis en cause par Trump.

L'accord de Paris sur le climat, dont Donald Trump a retiré les Etats-Unis avec fracas, est aussi sur la liste. La rencontre entre le locataire de la Maison Blanche et le prince Charles, très impliqué dans la défense de l'environnement, sera, à cet égard, scrutée avec attention.

La Chine, avec en particulier l'épineux dossier du géant chinois télécoms Huawei, devrait également figurer en bonne place au menu des discussions, ainsi que le projet d'accord commercial bilatéral Washington-Londres sur lequel aucune avancée concrète n'est cependant attendue à ce stade.

Avant de traverser l'Atlantique, Donald Trump a une nouvelle fois revendiqué sa proximité avec Boris Johnson, farouche partisan du Brexit et favori dans la course à la

succession de Theresa May, mais aussi avec Nigel Farage, infatigable europhobe.

«Je les aime bien, ce sont des amis. Ce sont deux types très bien», a-t-il lancé. «Peut-être que ce n'est pas mon rôle de soutenir tel ou tel. Mais j'ai beaucoup de respect pour ces deux hommes».

«Boris ferait du très bon travail. Je pense qu'il serait excellent», a-t-il ajouté dans un entretien à *The Sun*. Si aucune rencontre avec l'un ou l'autre n'a été annoncée par la Maison-Blanche, rien n'est exclu.

La fin de la visite présidentielle sera centrée sur le 75<sup>ème</sup> anniversaire du Débarquement, avec une cérémonie à Portsmouth (sud) en présence de la reine.

Donald et Melania Trump feront ensuite un bref passage en Irlande avant de se rendre, le 6 juin, en Normandie pour les commémorations organisées par la France.

AFP

## Boris Johnson ferait un " excellent " Premier ministre, selon Donald Trump

■ Le président américain, Donald Trump, a déclaré vendredi soir que l'ex-ministre britannique des Affaires étrangères, Boris Johnson, ferait un «excellent» Premier ministre pour succéder à Theresa May, qui démissionnera le 7 juin après avoir échoué à mettre en oeuvre le Brexit.

Interviewé par le tabloïd britannique *The Sun* au sujet des 12 prétendants au poste de Theresa May, Donald Trump a jugé que «Boris ferait du très bon travail». «Je pense qu'il serait excellent», a-t-il insisté, peu avant d'entamer lundi sa première visite d'Etat au Royaume-Uni où il doit rencontrer Mme May, mardi.

Boris Johnson, 54 ans, grand partisan du Brexit, fait partie des candidats prêts à sortir de l'UE sans accord le 31 octobre. L'ancien maire de Londres a ainsi jugé à propos d'un «no deal» que «toute personne raisonnable doit garder cette éventualité sur la table» pour renégocier avec Bruxelles les conditions du divorce.

N'hésitant pas à se mêler des affaires intérieures du Royaume-Uni, le président américain a aussi affirmé que plusieurs prétendants à la succession de Theresa May lui avaient demandé son soutien, sans révéler lesquels.

Il a également réitéré ses critiques sur la façon dont Theresa May a négocié le Brexit avec l'UE, estimant que les Européens «n'avaient rien eu à perdre» car la Première ministre leur avait «laissé toutes les cartes» en main.

«J'ai dit à Theresa May qu'elle devait d'abord préparer ses munitions», a-t-il souligné. «Je pense que le Royaume-Uni a laissé à l'Union européenne toutes les cartes», a-t-il poursuivi. «Et il est très difficile de jouer lorsque l'une des parties a tout l'avantage».

Theresa May a conclu en novembre un accord de divorce avec l'Union européenne, après 17 mois de négociations, mais celui-ci a été rejeté trois fois par le Parlement britannique, la contraignant à demander le report du Brexit, initialement prévu le 29 mars puis fixé au 31 octobre au plus tard, et à annoncer sa démission la semaine dernière.

C'est donc une Première ministre sur le départ que Donald Trump s'apprête à rencontrer lors de sa toute première visite d'Etat, qui suscite de nombreux appels à manifester contre sa venue à Londres.

Parmi les sujets épineux, devrait être abordée la question de l'éventuelle participation du

géant chinois Huawei, soumis à des sanctions américaines, dans le développement du réseau 5G au Royaume-Uni.

### Meghan «méchante»

Donald Trump doit être reçu demain au palais de Buckingham par la reine Elizabeth II, puis s'entretenir avec le prince Charles.

L'héritier du trône britannique est connu pour ses positions en faveur de la lutte contre le réchauffement climatique alors que les Etats-Unis de Donald Trump ont décidé de se retirer de l'accord de Paris, qui prévoit des engagements de réductions d'émissions de carbone pour les pays signataires.

«On en discutera. Je peux dire que nous avons parmi le climat le plus propre du monde en ce moment», a affirmé le président américain. «Notre air et notre eau se portent très bien», a-t-il insisté.

Une rencontre avec sa compatriote Meghan, épouse du prince Harry, n'est pas à l'agenda. L'ancienne actrice américaine, qui a donné naissance, début mai au petit Archie, septième dans l'ordre de succession au trône britannique, avait critiqué Donald Trump lors de sa campagne présidentielle.

«Que puis-je dire ? Je ne savais pas qu'elle était méchante», a dit l'intéressé, estimant toutefois que Meghan saurait «très bien» endosser son nouveau rôle royal.

La question de l'avenir des relations entre Londres et Washington sous le prisme du Brexit sera bien sûr au menu de cette visite d'Etat, clôturée mercredi par les commémorations à Portsmouth (sud de l'Angleterre) du débarquement des Alliés.

Fin avril, la Première ministre avait indiqué compter «discuter des liens à bâtir dans les années à venir» avec son allié historique, alors que le Royaume-Uni peine à quitter l'UE, trois ans après le référendum qui a décidé à 52% de la sortie du bloc européen.

Grand artisan de la victoire de ce référendum, Boris Johnson est l'actuel favori des militants de base du Parti conservateur, même si les députés sont plus réticents.

Et il a été convoqué mercredi par un tribunal londonien à une audience préliminaire, dont on ne connaît pas encore la date, sous l'accusation d'avoir menti sur le coût de l'appartenance du Royaume-Uni à l'Union européenne lors de la campagne du référendum.

AFP



# L'économie américaine fera les frais des taxes douanières sur les biens mexicains

**Donald Trump a suscité vendredi une levée de bouilliers après sa décision d'imposer des droits de douane sur tous les biens en provenance du Mexique, qui mettent en danger les économies américaine et mexicaine, intimement liées depuis un quart de siècle par un accord de libre-échange.**

**D**onald Trump a annoncé jeudi soir l'imposition, à compter du 10 juin, «de tarifs douaniers de 5% sur tous les biens en provenance du Mexique» tant que les immigrants clandestins continuent d'affluer aux Etats-Unis en passant par la frontière avec le Mexique.

«Une nouvelle fois, le président sème le chaos à la frontière» entre les deux pays «au lieu de donner des solutions aux travailleurs et consommateurs américains», a réagi la présidente de la Chambre des représentants Nancy Pelosi.

Elle a aussi dénoncé l'inconséquence de Donald Trump alors que Washington, Mexico et Ottawa ont lancé cette semaine le processus de ratification du nouvel accord de libre-échange nord-américain liant leurs trois pays (Aeumc).

L'onde de choc a été telle que la chambre de commerce des Etats-Unis envisage de porter l'affaire en justice pour empêcher le président républicain de passer à l'acte, selon plusieurs médias.

Une opposition qui se retrouve jusqu'au coeur de l'administration : le Wall Street Journal croit savoir que Robert Lighthizer, l'homme fort des négociations commerciales, était opposé au projet du président.

Un porte-parole de M. Lighthizer a toutefois déclaré à l'AFP que ce dernier «soute-

nait le président et ce qu'il fait».

Actuellement, les biens échangés entre les deux pays ne sont pas frappés de droits de douane en vertu de l'accord de libre-échange nord-américain (Aléna), en vigueur depuis 1994.

Et ce dernier doit être remplacé par un accord modernisé, l'Aeumc (accord Etats-Unis, Mexique, Canada), signé le 30 novembre.

«Avec des importations de marchandises en provenance du Mexique ayant atteint 350 milliards de dollars l'an dernier et des exportations de biens vers le Mexique de 270 milliards de dollars, les échanges commerciaux entre les deux pays sont fortement intégrés», résume Gregory Daco, économiste chez Oxford economics.

En outre, comme de nombreuses marchandises - à l'instar des pièces détachées automobiles - traversent la frontière plusieurs fois avant que le produit fini ne sorte d'usine, les tarifs douaniers représentent un risque important pour l'activité commerciale de part et d'autre de la frontière.

Et dans le scénario du pire, avec un taux de 25% de droits de douane sur toutes les importations en provenance du Mexique, Oxford Economics a calculé que la croissance du PIB américain serait amputée par au moins 0,7 point de pourcentage l'année prochaine, tombant à +1% ou moins tandis que le Mexique entrerait en récession.

## Avocats, tequila, voitures

Les consommateurs américains, friands de nombreux fruits (tomates, fruits rouges) et légumes frais de saison (avocats) en provenance du Mexique devraient être en première ligne si les tarifs douaniers américains entraient effectivement en vigueur.

Car ce pays est la première source d'approvisionnement de produits agricoles importés aux Etats-Unis (2,7 millions de tonnes par an).

Et les importateurs vont devoir arbitrer la question d'imputer tout ou partie des droits de douane sur la nourriture car les marges de bénéfice dans le secteur sont faibles, explique Dave Salmonsén, spécialiste de la politique commerciale pour la principale

fédération agricole, l'American Farm Bureau Federation.

Les bières et la tequila pourraient aussi voir leur prix grimper.

L'impact sur ce secteur crucial pour l'économie américaine, déjà durement affecté par la guerre commerciale avec la Chine, dépendra des éventuelles représailles mexicaines alors que «cette année, le Mexique devient le deuxième marché le plus important (après le Canada) pour les exportations» du secteur devant la Chine, souligne M. Salmonsén.

Ces tarifs douaniers pourraient aussi avoir un effet dévastateur sur le secteur automobile, les constructeurs ayant des chaînes d'approvisionnement totalement intégrées sur tout le continent nord-américain.

## Confiance

Surtout, l'imposition de tarifs douaniers va détériorer la confiance des entreprises et des consommateurs, amplifiant encore leur impact direct.

Signe de l'inquiétude grandissante : Wall Street a lourdement chuté vendredi, signant au passage la première baisse mensuelle de l'année.

Attendu dès vendredi dans la capitale américaine, le ministre mexicain des Affaires étrangères Marcelo Ebrard doit, lui, rencontrer mercredi prochain le secrétaire d'Etat américain, Mike Pompeo, pour tenter de déminer le conflit.

Fidèle à son argumentaire habituel, Donald Trump a suggéré vendredi aux entreprises de quitter le Mexique et de revenir aux Etats-Unis si elles veulent éviter de payer des droits de douane.

Selon le président américain, les délocalisations vers le Mexique «ont supprimé 30%» de l'industrie automobile américaine.

Il a en outre rappelé le but de ces tarifs douaniers : arrêter les cartels de la drogue et les immigrants clandestins.

Son conseiller économique, Peter Navarro a, lui, balayé d'un revers de la main l'idée que les consommateurs américains seront affectés par cette mesure, en dépit des études le démontrant.

AFP

## Trump lancera sa campagne pour un second mandat depuis la Floride

■ Le suspense était inexistant tant Donald Trump évoque le scrutin présidentiel de 2020 à la moindre occasion, avec un appétit évident.

Mais le calendrier est désormais fixé: le milliardaire républicain lancera officiellement sa campagne pour un second mandat le 18 juin, depuis la Floride, Etat-clé qu'il avait remporté lors de l'élection de 2016.

«J'annoncerai ma candidature avec la Première dame Melania et le vice-président, Mike Pence, le 18 juin à Orlando» a tweeté vendredi le président américain qui entend s'appuyer sur la bonne santé de l'économie américaine pour obtenir quatre années de plus à la tête de la première puissance mondiale.

Le rassemblement, dans une enceinte pouvant accueillir 20 000 personnes, devrait lui offrir l'occasion de mettre en lumière ses talents de «showman» qui ont fait mouche en 2016.

Donald Trump, qui aura 73 ans dans deux semaines, dit régulièrement son impatience d'en découdre, de replonger dans la bataille: «Je veux que cette campagne électorale commence immédiatement!», lançait-il tout sourire, début mai, depuis Panama City Beach, ville de Floride où il a enregistré des scores spectaculaires.

La Floride est un Etat traditionnellement très disputé. Barack Obama l'avait emporté en 2012 face à Mitt Romney avec un peu moins d'1% d'écart et Donald Trump a devancé en 2016 Hillary Clinton, avec un tout petit peu plus de 1% d'écart.

Le nom de son adversaire démocrate lors du scrutin du 3 novembre 2020 est pour l'heure la grande inconnue : 23 hommes et femmes sont candidats à l'investiture du parti et la course s'annonce très ouverte.

## «Quatre ans de plus!»

Joe Biden, ancien vice-président de Barack Obama, est pour l'heure en tête dans les sondages dans le camp démocrate, mais il est beaucoup trop tôt pour en tirer des conclusions.

L'ex-sénateur, septuagénaire comme Trump, se targue d'avoir gardé le contact avec la base ouvrière et de pouvoir rivaliser avec l'ancien homme d'affaires de New York dans les régions industrielles où règne un fort sentiment de déclassement social.

Lors des rassemblements Make America Great Again, où la foule scandait «Quatre ans de plus!», le milliardaire républicain évoque souvent, avec force détails, sa victoire de 2016, avant de se projeter vers la prochaine échéance.

«Vous vous souvenez ? Vous vous souvenez ?...», lançait-il ainsi à Grand Rapids, dans le Michigan, il y a quelques semaines, face à une foule conquise.

Cet Etat traditionnellement démocrate fut le théâtre d'un véritable exploit pour le magnat de l'immobilier en novembre 2016. Il l'a en effet emporté là où Barack Obama avait gagné haut la main en 2008 comme en 2012.

Mais le Michigan illustre aussi la difficile équation de Donald Trump pour 2020. Depuis son arrivée au pouvoir, il n'a jamais montré sa volonté d'élargir sa «carte électorale», et une réélection passe donc par une nouvelle performance sur les mêmes terres.

Or la voie s'annonce étroite si l'on en juge par les élections de mi-mandat qui ont montré un retour en force des démocrates dans la «Rust Belt» (ceinture de rouille).

AFP

Etats-Unis

# Un tireur fait 12 morts dans une station balnéaire

**Un employé des services municipaux d'une station balnéaire de la côte est américaine a ouvert le feu vendredi dans un bâtiment de la ville, faisant 12 morts avant d'être lui-même abattu par la police.**

Cette énième tragédie, dans un pays marqué par la violence des armes à feu, s'est produite à Virginia Beach, une ville de 450.000 habitants située à environ 300 kilomètres au sud de la capitale fédérale, Washington.

«Nous avons maintenant 12» victimes décédées, a déclaré lors d'une deuxième conférence de presse le chef de la police de Virginia Beach, James Cervera.

Le bilan, auparavant de 11 morts, a été revu à la hausse après le décès d'une victime qui «a succombé à ses blessures sur le chemin de l'hôpital». Quatre autres personnes blessées sont soignées dans les hôpitaux de la région et d'autres auraient pu s'y rendre par leurs propres moyens, a précisé le responsable policier.

Le tireur était un employé municipal, et l'enquête est en cours. Ses motivations restaient, pour l'heure, inconnues.

## «Une zone de guerre»

Il était peu après 16H00 vendredi (20H00 GMT) quand le suspect, «un employé de longue date», est entré dans le bâtiment et a commencé «immédiatement à tirer à l'aveugle sur toutes les victimes», a raconté M. Cervera.

Repérant l'étage du bâtiment où se trouvait le tireur par le bruit du sifflement des balles, les policiers sont intervenus.

«C'était un long échange de coups de feu entre ces quatre policiers et le suspect.»

Touché, le tireur a succombé à ses blessures. M. Cervera a précisé qu'un policier avait été «sauvé» par son gilet pare-balles.

Sur place, les policiers ont retrouvé un pistolet avec de nombreux chargeurs vidés.

Les lieux de la fusillade s'apparentent à une «zone de guerre», a estimé James Cervera.

Le président Trump a été informé de la tragédie, a fait savoir la Maison Blanche.

Megan Banton, 30 ans, était dans le bâti-



ment quand le tireur a ouvert le feu. «Cela m'a semblé une éternité», a-t-elle témoigné au journal local The Virginian-Pilot.

Arthur Felton est parvenu à évacuer l'immeuble après le début de la fusillade. «Je n'aurais jamais pensé que ça arrive dans mon bâtiment», a confié cet employé de la ville, cité également par le quotidien. «Les gens qui ont été touchés... je suis sûr que je connais la plupart d'entre eux», a-t-il précisé.

## Prière de Pharell Williams

«C'est un jour atroce», a déclaré le gouverneur de l'Etat de Virginie, Ralph Northam, qui est arrivé sur place.

Bobby Dyer, le maire de cette station balnéaire qui abrite également une importante base de la marine militaire américaine, a parlé devant les journalistes «du jour le plus catastrophique de l'histoire de Virginia Beach».

«Nous prions pour notre ville, pour les

vies perdues, pour leurs familles et tous ceux affectés», a tweeté le chanteur Pharell Williams, originaire de Virginia Beach.

Les Etats-Unis sont régulièrement endeuillés par des fusillades de ce type.

Le droit de détenir une arme est garanti dans le pays par le deuxième amendement à la Constitution.

Il y a eu 150 fusillades ayant fait plus de quatre victimes -blessées ou décédées- depuis le début de l'année 2019, selon Gun Violence Archive, une ONG spécialisée.

## Siège de la NRA

La question des violences armées prend une dimension particulière en Virginie, car c'est dans cet Etat que siège la National Rifle Association (NRA), le premier lobby des armes aux Etats-Unis.

Cet Etat traditionnellement conservateur, mais qui se colore démocrate à mesure qu'il s'urbanise et se diversifie, a été le théâtre en

2007 d'une fusillade particulièrement meurtrière: un étudiant instable mentalement avait abattu 32 personnes sur le campus de l'université Virginia Tech.

Chaque fusillade meurtrière relance un débat sur la régulation des armes à feu, mais celui-ci tourne fréquemment à vide.

«C'est inacceptable que l'Amérique reste l'unique pays développé où ceci est habituel. Nous devons agir», a estimé, sur Twitter, le candidat à l'investiture démocrate pour la présidentielle 2020 Pete Buttigieg

«Nos coeurs vont vers tous ceux touchés par cet acte de violence armée insensée», a écrit l'association «Moms demand action», qui milite pour des lois plus strictes encadrant les armes.

Malgré la répétition de ces fusillades et de nombreux appels au changement, la législation fédérale n'a pratiquement pas évolué ces dernières années.

AFP

## Naufrage à Budapest

# Les familles sud-coréennes se recueillent sur le lieu du drame

Des proches des touristes sud-coréens victimes d'un naufrage meurtrier à Budapest se sont recueillis sur les berges du Danube vendredi, tandis que la recherche des disparus restait compromise par le fort débit du fleuve, qui complique l'accès à l'épave.

Accompagnés d'officiels, un groupe d'une dizaine de membres des familles arrivés en avion en début d'après-midi se sont rendus sur l'île Marguerite jouxtant le lieu du drame, qui a fait sept morts et 21 disparus. Ils sont restés une vingtaine de minutes sur les lieux, ont constaté des journalistes de l'AFP.

La «Sirène», une embarcation de 26 mètres de long qui naviguait avec 35 personnes à bord, a chaviré et coulé en quelques secondes mercredi soir au coeur de la capitale hongroise après une collision avec un navire de croisière de 135 mètres, le «Sigyn».

«Nous n'abandonnons pas l'espoir de retrouver des survivants», a assuré vendredi la ministre sud-coréenne des Affaires étrangères Kang Kyung-wha, lors d'une conférence de presse à Budapest aux côtés de son homologue hongrois Peter Sziijarto.

Les recherches se poursuivent sur tout le tracé aval du fleuve, où trois des sept cadavres ont été repêchés à plusieurs kilomètres au sud de Budapest. Séoul a deman-

dé à la Serbie, à la Croatie et à la Roumanie de s'associer aux recherches.

Les secouristes estiment toutefois probable que la majorité des corps manquants se trouvent dans l'épave, la quasi totalité des passagers s'étant trouvés à l'intérieur du bateau lors du naufrage, survenu par temps de pluie.

Mais M. Sziijarto a prévenu que le renflouage du navire relèverait d'une «longue mission»: le fort débit du fleuve, alimenté par plusieurs semaines de précipitations et par la fonte des neiges dans le massif alpin, rend les opérations de plongée «extrêmement dangereuses», a-t-il souligné.

Avec 4.500 m<sup>3</sup> par seconde (4,5 millions de litres), le Danube présente un débit deux fois supérieur à la normale et aucune accalmie n'est attendue à court terme, selon le service hydrographique hongrois.

«Les éléments jouent contre nous», a déploré le ministre. «La visibilité (sous l'eau) est nulle et l'eau continue à monter», a-t-il ajouté, rappelant que jeudi les plongeurs n'avaient pas réussi à atteindre l'épave, qui repose sous le pont Marguerite.

Une vingtaine de plongeurs sud-coréens sont arrivés sur les lieux du drame vendredi matin pour épauler leurs collègues hongrois mais ils n'ont pu commencer les recherches, a constaté un correspondant de l'AFP.

Des images sonar ont toutefois pu être

réalisées. Elles montrent que la «Sirène» gît couchée sur le côté, son point le plus haut à 2 m sous la surface et son plus bas à 7,5 m, selon le site index.hu qui les a publiées.

«Les autorités hongroises font tout ce qui en leur pouvoir, et même plus, pour mener à bien les opérations de sauvetage et trouver les personnes manquantes», a assuré M. Sziijarto, soulignant que «plusieurs centaines de personnes» avaient été mobilisées.

L'Autriche et la Serbie ont également annoncé porter assistance à la Hongrie.

Parallèlement, l'enquête se poursuit sur les circonstances du drame. Des images de vidéosurveillance montrent le «Sigyn» s'approcher à grande vitesse du «Sirène». Le bateau d'excursion a coulé en «sept secondes», selon la police.

Le commandant ukrainien du «Sigyn», âgé de 64 ans, a été arrêté jeudi et continuait d'être entendu dans le cadre d'une procédure pour «négligence criminelle sur une voie navigable publique».

Son avocat, Balazs Toth, a indiqué que son client s'était tenu à «toutes les règles» et n'avait commis aucune infraction. Il est «capitaine depuis 44 ans, l'un des plus expérimentés du Danube» et «regrette de ne pas avoir eu les moyens d'éviter cet accident», a-t-il souligné.

AFP

## Vietnam

# 7,3 millions de touristes étrangers depuis janvier

Le Vietnam a accueilli 7,3 millions de touristes depuis le mois de janvier 2019, soit une hausse de 8,8% par rapport à la même période de l'année 2018, a indiqué l'Administration nationale du tourisme du Vietnam (VNAT).

La proportion des touristes asiatiques a représenté 76,8% du total, soit une hausse de 9,9% en glissement annuel, a ajouté la VNAT qui a souligné que la plupart des principaux marchés touristiques émetteurs vers le Vietnam dans la région, notamment la Corée du Sud, le Japon, Taiwan, la Thaïlande et Singapour, ont affiché une tendance à la hausse. La Chine a toutefois enregistré une légère baisse de 0,8%. Le nombre de touristes en provenance de l'Europe et d'Amérique a augmenté de 5,9% et 4,9% respectivement par rapport à la même période de 2018, selon la même source.

Les touristes arrivant au Vietnam par avion et par route ont enregistré des hausses de 6,3% et 23,7%, tandis que ceux voyageant sur les voies navigables a diminué de 17,5% sur un an. En mai, plus de 1,3 million de touristes étrangers ont voyagé au Vietnam, en baisse de 9,7% par rapport au mois précédent, mais en hausse de 14,3% par rapport au même mois en 2018, a relevé la VNAT.

H. M.

Clôture de la manifestation Nuits d'Alger

# Le patrimoine culturel et touristique de l'Est du pays à l'honneur

La manifestation ramadhane Nuits d'Alger a été clôturée, jeudi soir, au Palais de la culture Moufidi Zakaria à Alger, par une 4ème et dernière soirée dédiée au patrimoine culturel et touristique des wilayas de l'est du pays, en présence de plusieurs ministres et ambassadeurs.



Le début de la soirée a été marqué par l'organisation d'une table traditionnelle d'iftar dont les plats ont reflété la richesse et la diversité de la gastronomie dans l'est algérien. Un nombre d'expositions des arts traditionnels ont été également organisés dans le cadre de cette manifestation au profit des artisans des wilayas de l'Est qui ont présenté leurs divers produits, à savoir tapis, habits traditionnels et cuivre.

Les invités ont assisté à une soirée artis-

tique ouverte par la troupe El Rafaâ de la wilaya de Batna, qui a présenté des chants traditionnels sous les sons de la kasba (flûte) et du bendir (tambour), ainsi que des chansons célèbres du regretté Aïssa Djermouni, interprétées brillamment par le chanteur de la troupe Ahmed Nezzar.

L'assistance a apprécié à cette occasion le répertoire de chansons religieuses de l'artiste du malouf constantinois, Mourad Al Ayab. La soirée s'est également distinguée par la belle performance de la troupe fémi-

nine Fkirettes de la chanteuse annabie, Zhour qui a chanté en compagnie d'autres artistes ses nombreuses chansons dans le genre folklorique féminin propre à la ville de Annaba, ainsi que par la conteuse Sihem Kennouche qui a présenté plusieurs de ses contes populaires.

Organisée par le ministère de la Culture en collaboration avec le ministère de la Tourisme dans le cadre de l'animation des soirées ramadhaneques et du Mois du patrimoine, cette soirée a été rehaussée par

la présence de la ministre de la Culture, Meriem Merdaci, le ministre de la Communication, Porte-parole du gouvernement, Hassan Rabhi, le ministre de l'Education nationale, Abdelhakim Belabed, le ministre des Relations avec le Parlement, Fethi Khoulil, ainsi que des ambassadeurs de Turquie, Ethiopie, Palestine, Cuba et d'un représentant de l'ambassade du Sahara occidental.

La ministre de la Culture a indiqué que la dernière soirée de la manifestation Nuits d'Alger, dédiée à l'Est algérien, se voulait une valorisation du legs culturel de cette région, se félicitant de cette manifestation qui est "une occasion importante pour valoriser et vulgariser le patrimoine culturel et touristique algérien dans toutes les régions".

Les jeudis du programme des Nuits d'Alger ont été consacrés respectivement aux régions du Sud, de l'Ouest, du Centre et de l'Est du pays.

Y. B.

Cinéma

## Cinq films algériens au Festival maghrébin de Oujda

Cinq films algériens sont au programme des compétitions du court et du long métrage de fiction du 8ème Festival maghrébin du film de Oujda, prévu dans cette ville marocaine du 11 au 15 juin prochain, a-t-on appris auprès des organisateurs. Dans la catégorie long métrage, le film Reconnaissance du réalisateur Salim Hamdi participe à son premier festival et sera en compétition avec La voix des anges de Kamel Laïche. Ces deux productions algériennes seront en compétition aux côtés de Fatwa du Tunisien Mahmoud Ben Mahmoud, Portofarina de son compatriote Ibrahim Letaïef, Cri de l'âme de Abdelillah El Djouhari ou encore Urgence ordinaire du Marocain Mohssen Basri.

Synapse de Nouredine Zerrouki, Ainsi soit-il de Youcef Mahsasse, et Point zéro de Nassim Boumaïza représenteront l'Algérie dans la compétition du court métrage.

12 films sont en compétition dans cette dernière catégorie, parmi lesquels Un philosophe du Marocain Abdellatif Fdil et Ghost Rêveries de la Tunisienne Safa Ghali.

Le jury de la compétition court métrage sera présidé par le critique de cinéma algérien Ahmed Bedjaoui qui animera également un atelier sur l'histoire du cinéma algérien.

Le festival prévoit également de rendre une série d'hommage à des figures

du cinéma maghrébin dont le réalisateur Rachid Bouchareb, l'actrice tunisienne, Fatma Ben Sidane, et le réalisateur marocain, Saâd El Cheraïbi.

Créé en 2010, le Festival maghrébin du film de Oujda, qui n'a pas encore dévoilé sa sélection, a pour objectif de promouvoir la production cinématographique de la région et de vitaliser le marché du film.

R. Y.

Ouargla

## Plus de 1 000 publications scientifiques sur la plate-forme Scopus

L'Université Kasdi Merbah de Ouargla (Ukmo) a enregistré à ce jour plus de 1 000 publications scientifiques (catégorie B) et 3 330 citations indexées sur la plate-forme internationale Scopus, a-t-on appris de ses responsables.

Ces publications, dont le nombre n'a pas encore atteint le niveau des aspirations, vu le potentiel de l'université, se répartissent sur différents domaines, tels que l'ingénierie, la physique, l'énergie, l'agriculture et la biologie, a indiqué à l'APS, le vice-recteur chargé des relations extérieures et de la coopération, Mourad Kourichi.

L'évolution du volume de publications sur les plus grandes bases de données pluridisciplinaires au monde, à l'instar de Scopus, revêt une importance majeure pour l'université dans le but de donner plus de visibilité à la production académique algérienne, a-t-il sou-

ligné. Le développement de la production académique, en genre et en nombre, constitue un élément essentiel pour l'université de Ouargla qui compte actuellement une trentaine de laboratoires regroupant plus de 1 500 enseignants-chercheurs, étudiants et doctarants, selon M. Kourichi.

Ces laboratoires de recherche doivent contribuer à la promotion de la recherche scientifique et à l'amélioration de son rendement, a-t-il poursuivi.

S'agissant de l'ouverture de l'université sur son environnement socio-économique, le même responsable estime que cet établissement, qui compte aujourd'hui 10 Facultés et deux instituts, a connu ces dernières années une évolution "appréciable" en matière de projets de partenariat et de mobilisation des chercheurs et des étudiants, grâce à la signature de

127 conventions nationales et internationales afin de contribuer à la mise à niveau de la qualité de la recherche scientifique et de la formation pédagogique.

Elevée au rang d'université en 2001, l'Ukmo, à l'origine une Ecole normale supérieure est classé dans le top 200 des meilleures universités africaines pour l'année 2018 sur uniRANK ou University Ranking ([www.4icu.org](http://www.4icu.org)), a-t-il ajouté.

Le même site Web, considéré comme un annuaire et moteur de recherche international sur l'enseignement supérieur proposant des critiques et des classements de plus de 13 600 universités et instituts reconnus dans 200 pays, met l'Ukmo au 1er rang dans le top 66 des universités algériennes et la 1ère université maghrébine, a fait savoir M. Kourichi.

Reda A.

## PAROLES DE FEMMES

«L'avenir appartient à ceux qui croient à la beauté de leurs rêves.»

Eleanor Roosevelt



## FEMMES

ACTU-FEMMES

Page animée par Tinhinan

## ILS ONT DIT :

«Très souvent, au cours de notre existence, nous voyons nos rêves déçus et nos désirs frustrés, mais il faut continuer à rêver, sinon notre âme meurt.»

Paulo Coelho

# Soulagement : Kate Middleton n'aura pas à supporter Donald Trump à Buckingham

**Visée par des propos grivois de Donald Trump, Kate Middleton ne devrait finalement pas être forcée à être assise près du président américain lors de sa visite au palais de Buckingham, dans la semaine.**

**L**undi, Donald Trump et son épouse Melania arriveront à Londres pour une visite de trois jours marquant le 75e anniversaire du débarquement allié en Normandie. Lors d'un banquet organisé au palais de Buckingham, le successeur de Barack Obama aura l'opportunité d'échanger avec la reine, son époux le prince Philip, et plusieurs membres de la famille royale britannique. Nombreux sont les médias anglais qui craignent que Kate Middleton ait à supporter le Potus tout au long de la soirée. Le plan de table mis en place par la reine et son service du protocole a finalement évité le pire à la duchesse. En 2012, cinq ans avant d'accéder à la Maison-Blanche, Donald Trump avait eu quelques propos déplacés au sujet de la mère des petits George, Charlotte et Louis. Suite à la publication dans Closer de photos topless de l'épouse du prince William, l'homme d'affaires américain avait déclaré dans un tweet: " Kate Middleton est super, mais elle ne devrait pas bronzer nue, elle ne peut s'en prendre qu'à elle même". Avant d'ajouter dans une seconde publication: " Qui n'aurait pas envie de prendre Kate Middleton en photo pour se faire beaucoup d'argent pendant qu'elle bronze nue. Allons Kate?! ". Comme s'il souhaitait s'attirer volontairement les foudres du couple britannique, l'homme d'affaires avait également indiqué des années auparavant à la radio américaine son envie de coucher avec la princesse Diana, mère du prince William.

Autant dire que l'idée de passer toute une soirée en compagnie de Donald Trump était loin de ravir le duc et la duchesse de Cambridge. La disposition de la table des convives lors du banquet d'Etat leur a finalement ôté toute crainte. Comme l'indique le Dailymail, " La monarque sera assise aux côtés de M. Trump, à la tête d'une gran-



de table en forme de U, aux côtés de Mme Trump, du prince Charles et de la duchesse de Cornwall. Le reste des convives se trouvera donc à bonne distance du pré-

sident américain. Kate Middleton n'échappera cependant pas totalement au principal invité de la soirée puisque, comme le veut le protocole, elle et d'autres membres de la

famille royale britannique devront saluer Donald Trump et son épouse peu de temps avant l'arrivée du couple américain au banquet d'Etat.

## COUPLE

## Dix signes qui prouvent qu'il tient sincèrement à vous

**Vous l'aimez, mais vous ne cessez de vous poser la même question : Vous aime-t-il tout autant ? Soyez attentive aux signes, car il y en a beaucoup qui pourraient vous prouver à quel point votre amoureux tient à vous !**

■ **1/ Il veut que ses amis soient aussi les vôtres**

Il ne vous propose pas seulement de l'accompagner à ses sorties entre potes, mais il vous implique dans ses relations amicales. Par exemple, il n'a rien contre le fait que vous échangiez vos coordonnées avec ses amis et que vous puissiez les croiser même quand il ne peut pas être là.

■ **2/ Il se souvient des choses que vous lui avez dites**

Il vous est peut-être arrivé, une fois, au détour d'une conversation, de lui dire que les tulipes sont vos fleurs préférées. Et l'information n'est pas tombée dans l'oreille d'un sourd. Même des mois après, il s'en est rappelé.

■ **3/ Il n'évite pas la rencontre avec votre famille**

Vous avez évoqué avec lui la possibilité qu'il rencontre vos parents, et il ne se dérobe pas en prétextant un rendez-vous

professionnel ou une visite chez le dentiste. Il en a envie, et propose même de faire les choses en grand : choisir le restaurant ensemble, trouver une activité à faire...

■ **4/ Il s'intéresse à votre univers**

Vous n'avez pas forcément les mêmes goûts, mais il ne rechigne pas à découvrir les vôtres. D'ailleurs, il a emprunté votre livre favori dans votre bibliothèque et passe son temps à le lire dès que vous n'êtes pas ensemble.

■ **5/ Il vous écoute**

Il n'est pas seulement là pour passer de bons moments, il est aussi soucieux de savoir comment vous vous sentez et ce qu'il peut faire pour vous aider. Même si cela passe par vous écouter vous plaindre pendant des heures de cette fille au boulot qui ne cesse de vous chercher des histoires...

■ **6/ Il se soucie de savoir si tout va bien**

Même si vous êtes débordée et que vous n'avez pas le temps de le voir, il prend quand même le temps de vous envoyer quelques textos pour s'assurer que vous ne manquez de rien et vous dire qu'il pense à vous. Il vous soutient, à sa façon, sans empiéter sur votre temps.

■ **7/ Il vous appelle régulièrement**

Il aime entendre votre voix, et pas seulement sur votre

répondeur !

Même si c'est pour parler quelques minutes, il prend le temps de mettre en pause tout ce qu'il fait juste pour vous passer un petit coup de fil quand vous n'êtes pas auprès de lui.

■ **8/ Il libère du temps**

Plus on avance dans notre vie, plus les moments libres se font rares. Mais il trouve toujours le moyen de remettre à plus tard ses projets pour partager un moment avec vous : vous êtes une priorité.

■ **9/ Il veut découvrir de nouvelles expériences avec vous**

Même s'il connaît chaque recoin de la ville, il ne cesse de chercher de nouvelles activités à vous proposer pour graver dans sa mémoire des expériences inédites. Et comme vous les découvrez ensemble, celles-ci ont une valeur encore plus particulière !

■ **10/ Il se creuse la tête pour vous faire plaisir**

Pour votre anniversaire, il ne se contente pas d'écrire une carte et d'acheter des fleurs.

Il se donne du mal pour prévoir quelque chose de nouveau, quitte à devoir appeler tous vos amis en cachette pour organiser une fête surprise ! Cela ne nécessite pas forcément beaucoup d'argent, mais de l'attention et de l'amour.



**Les DÉBATS**

Quotidien national  
d'information

Edité par la SARL  
MAHMOUDI INFO

Le fondateur  
Abderrahmane Mahmoudi

Gérante Naïma MAHMOUDI • Directeur de la publication Nadjib STAMBOULI

• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : 021.63.45.42 -

Fax : 021.63.45.13 - Service Publicité : 021.63.42.65 • Email : Lesdebats@hotmail.com •

Web : <http://www.lesdebats.com> • Impression SIA • Publicité ANEP 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : 021.73.30.43

## SPORTS

Djamel Belmadi, sélectionneur national

# «J'ai énormément confiance en Slimani»

## USM Bel-Abbès Démarches en cours pour ramener une entreprise nationale

■ Des démarches sont entreprises par les autorités locales de la wilaya de Sidi Bel-Abbès pour éventuellement permettre à l'USM Bel-Abbès, pensionnaire de Ligue 1 de football, d'être parrainée par une entreprise économique publique, a indiqué le wali de la ville. Cette annonce a été faite au cours d'une cérémonie organisée dans la nuit de jeudi à vendredi en l'honneur des joueurs et du staff technique de l'équipe quelques jours après avoir assuré in extremis le maintien parmi l'élite. Le chef de l'exécutif de Sidi Bel-Abbès s'est, en outre, engagé à poursuivre ses efforts pour conclure la transaction, sur laquelle tous les espoirs du club reposent après les couacs vécus tout au long de l'exercice qui vient de s'écouler. La formation de la «Mekerra», qui a remporté le trophée de la Coupe d'Algérie de la précédente édition, ainsi que la Supercoupe, a patienté jusqu'à la dernière journée du championnat pour assurer son maintien dans la cour des grands. «El Khedra», qui s'est inclinée sur le terrain du CR Belouizdad, n'a dû son salut qu'à la défaite du MO Béjaïa à Sétif et qui a envoyé les Béjaouis en purgatoire. Les interminables problèmes financiers du club ont été la cause principale du parcours négatif de l'équipe, conduisant le président Abdelghani El Hennani, absent de la cérémonie, à annoncer sa démission à l'issue du championnat, estime-t-on dans l'entourage du club. Cette crise financière, qui perdure depuis déjà plusieurs années, oblige les autorités locales à redoubler d'efforts pour placer le club sous le giron d'une entreprise économique publique à même de lui assurer une bonne santé financière à l'avenir. Pour revenir à la cérémonie organisée en l'honneur des protégés de l'entraîneur Sid Ahmed Slimani, ces derniers ont eu droit pour l'occasion à une prime de la victoire face au MC Alger lors de l'avant-dernière journée du championnat, tout en ayant la promesse de percevoir prochainement un salaire.

## Cyclisme /Grand-Prix du Mans Yacine Chalel sur le podium

■ Le cycliste algérien Yacine Chalel a pris la troisième place au Grand-Prix du Mans, disputé jeudi dans le département de la Sarthe (France). La course, disputée sur une distance de 78,75 km, en présence de 38 coureurs, a été remportée par Jocelyn Baguelin, sociétaire du Laval Cyclisme 53, qui s'est imposé en 1h55 devant son coéquipier Mike Granger. Même s'il a réussi à accrocher le podium, l'Algérien de 23 ans, sociétaire du Paris Cycliste Olympique s'est dit «déçu» par l'issue de cette course, car ayant le sentiment d'avoir pu mieux faire. «Je n'ai pas eu les jambes nécessaires pour l'emporter au sprint. J'ai été plombé par une soif trop importante», a expliqué Chalel qui, à ce moment de la course, n'avait pas encore rompu le jeûne. Chalel est appelé à disputer une dernière course pendant le mois de Ramadhan. Ce sera lundi à Soissons, mais l'avantage pour lui est que cette course se déroulera en nocturne. Le Grand-Prix du Mans, organisé par Le Mans Sarthe Vélo, a été disputé sur un circuit de 1,750 km, que les cyclistes ont parcouru 45 fois, pour une distance globale de 78,75 km. La précédente édition a été remportée par Enzo Boisset, qui portait alors les couleurs du Team U Nantes Atlantique, avant de basculer vers le CM Aubervilliers 93 Saint-Michel. Chalel, qui s'était quelque peu ménagé au cours des derniers jours, reste sur une très belle victoire, remportée le 20 mai dans la Semi-Nocture de Ham. Il s'agissait de sa troisième victoire cette saison et dont il a été particulièrement fier, surtout qu'elle est intervenue en plein mois de Ramadhan.



Le coach national a défendu, hier lors de la conférence de presse tenue au Centre des équipes nationales de Sidi Moussa, le choix de faire appel à l'un buteurs historiques de la sélection, Islam Slimani, auquel il a fait appel pour la CAN 2019 malgré les critiques essuyées pour cette décision en raison de son manque de compétition n'ayant pas pu jouer assez souvent avec son club turc, Fenerbace. «J'ai énormément confiance en lui, je sent une cabale contre lui. Personne n'est prophète en son pays et je crois qu'Islam subit cet adage. Les gens oublient vite ce qu'il a fait y'a pas longtemps. Il va arriver encore plus motivé alors que c'est déjà un guerrier.

Ca peut être très intéressant. », a souligné Belmadi qui a ajouté que ce dernier a une expérience précieuse et que même si certains pensent qu'il n'a pas trop joué, il totalise quand même 25 matchs, dont 22 titulaires et 5 buts. Pour ce qui est de l'attaquant du club allemand de Hoffenheim, Ishak Belfodil, le coach des Verts avouera qu'il est parti le voir et qu'il lui a dit qu'il n'avait jamais été aussi motivé mais qu'il s'était blessé, ce qui a emmené à sa mise à l'écart. Pour ceux qui se demandaient pourquoi le sélectionneur avait fait l'impasse sur le buteur de la Ligue 1, le Paciste, Zakaria Naïdji, il rétorquera que ce dernier n'avait aucune réponse internationale que ce soit en EN ou en club et c'est pour cela qu'il lui a préféré Slimani.

Pour ce qui de Ghoulam, dont dit aussi qu'il a refusé la sélection, le coach de l'EN a avoué qu'il s'est déplacé aussi à Naples et il lui fait parvenir le message pour dire

qu'il n'était pas près. Il n'est pas pour autant black-listé par Belmadi qui respecte son choix. La non-convocation d'Andy Delort, l'attaquant de Montpellier qui avait changé sa nationalité sportive pour jouer avec les Verts et disputer la CAN, reste logique, selon Belmadi qui avoue qu'il s'est déclaré un peu tard, même s'il retient sa grande envie d'évoluer en sélection.

Concernant le cas Adlène Guediouara, et même s'il affirme que ce n'est pas un choix par défaut, explique quand même qu'il n'aurait pas figuré dans la liste si Chita ou Lekhal, tous deux blessés, avaient été aptes pour le service. Pour la convocation de Zeffane qui a fait du bruit également, avec le faible rendement de ce dernier avec son club, le FC Rennes, il dira qu'il a quand même joué l'Europa League et qu'il avait besoin de ce profil. Pour ce qui est du cas du gardien, Raïs Ouhab M'bolhi qui revient aussi de blessure, Belmadi avouera qu'un grand travail avait été effectué avec lui pour le remettre sur pied.

**«L'ambition c'est gratuit, personne ne peut vous l'interdire»**

«M'bolhi est à Sidi Moussa depuis le 20 Mai avec Aziz Bouras, avant on l'a pris en charge une semaine à Paris et une dizaine de jour dans le sud de la France avec le préparateur physique de la sélection», a-t-il relevé. Abordant un autre volet, à savoir, les objectifs qu'il se fixe pour ce tournoi africain, Belmadi avouera qu'il a toujours l'ambition d'essayer de gagner cette CAN, insistant sur le fait qu'il n'avait jamais changé de discours. « L'ambition c'est gratuit, personne ne peut vous l'interdire et moi je ne me

l'interdit pas. Le discours que j'entendais jusque là avant chaque CAN qu'on allait faire de notre mieux. On a jamais gagné de CAN avec ce type de discours.

On change juste de discours, On a l'ambition de gagner la Coupe d'Afrique. », a souligné le driver des Verts qui ne garantit rien quand même, avouant qu'il aurait été facile pour lui de dire qu'il est en transition et cela lui aurait fait gagner des mois de contrat supplémentaires, mais qu'il restait une personne ambitieuse. Il indiquera aussi qu'il préfère avoir 23 joueurs avec le même état d'esprit et qui dégageraient de l'ambition.

Expliquant le choix du Qatar pour le stage d'avant le tournoi africain, le coach des Verts trouvera logique d'opter pour ce pays du golf arabe où le climat se rapproche de celui de l'Égypte qui abrite la compétition. «Tenir le stage au Qatar, ou un autre pays de la région, c'est pour les conditions climatiques. On est à 40° la journée en Égypte. Si on restait à Sidi Moussa le soir on doit mettre des pulls et des collants», a-t-il ironiquement lancé. Une deuxième raison explique aussi ce choix, à savoir, que la sélection nationale devra pouvoir réunir ses adversaires pour les matchs amicaux au même endroit. «Nous avons fait venir le Burundi et le Mali avec l'aide de la fédération du Qatar et cela est une bonne chance pour nous», ajoutera Belmadi. Ce dernier expliquera aussi que l'EN travaillera dans d'excellentes conditions, étant donné qu'elle bénéficiera d'un camp de base tout neuf, spécial pour le Mondial 2022 du Qatar.

Imad M.

### Ligue des champions (Finale retour)

## L'ES Tunis bat le WAC et conserve le titre

■ L'Espérance sportive de Tunis a remporté la Ligue des Champions d'Afrique de football en battant vendredi soir à Radès le Wydad de Casablanca (1-0). Par cette victoire, l'Espérance ST a conservé son titre. La rencontre a été arrêtée définitivement à la 63 minutes au terme de 84 longues minutes de palabres par l'arbitre gambien Bakari Gassama suite à des protestations du club marocain sur un but invalidé pour une position d'hors jeu, rapporte l'agence TAP. Les joueurs du Wydad, menés 1 à 0 après le but de Youssef Belaili à la 41 minute, ont refusé de reprendre le

jeu, exigeant de recourir à l'assistance vidéo à l'arbitrage (VAR) pour vérifier la validité du but, mais apparemment une panne technique n'a pu permettre de donner suite à cette requête, selon la même source. En finale aller, disputée vendredi dernier à Rabat, les deux équipes avaient fait match nul (1-1). La formation tunisienne qui assure ainsi sa qualification pour le Mondial des clubs, décroche sa quatrième couronne africaine après les sacres de 1994 face au Zamalek, 2011 aux dépens de WA Casablanca également et 2018 devant Al Ahly d'Égypte.





Algier  
Ensoleillé  
Min 14 °C  
Max 31 °C



Oran  
Ensoleillé  
Min 15 °C  
Max 30 °C



Annaba  
Ensoleillé  
Min 16 °C  
Max 33 °C

## Energies renouvelables Désormais la source d'électricité la moins chère

Les énergies renouvelables sont désormais la source d'électricité la moins chère dans de nombreuses parties du monde, selon le dernier rapport de l'Agence internationale des énergies renouvelables (Irena). Intitulé «Renewable Power Generation Costs in 2018», le rapport de l'Irena a indiqué que cette croissance dans la rentabilité sera renforcée par une continuité dans la baisse des coûts des technologies renouvelables au cours des prochaines années. En 2018, ces chutes de coût du renouvelable sur une base annuelle ont atteint des niveaux records. En moyenne sur le plan mondial, le coût du solaire concentré a diminué de 26%, celui de la bioénergie a baissé de 14%. Les technologies photovoltaïques et l'éolienne sur terre ont vu leur coût chuter de 13%. L'hydroélectricité est devenue moins chère de 12% et l'éolienne en mer de 1%. Le prix du kilowattheure de l'éolien et de solaire photovoltaïque a été établi, entre 3 et 4 cents de dollar le kilowattheure dans les régions disposant de ressources abondantes et de cadres réglementaires et institutionnels adaptés. Par exemple, au Chili, au Mexique, au Pérou, en Arabie Saoudite et aux Emirats arabes unis, des contrats de rachat d'électricité solaire ont été conclus à 0,03 dollars/kWh. Afin de profiter au mieux des opportunités qu'elles offrent, l'Irena travaillera en étroite collaboration avec ses membres et ses partenaires pour faciliter la mise en place de solutions adaptées et concertées, a affirmé le directeur général de l'Irena, Francesco La Camera.

T. M.

## 38 personnes blessées Explosion dans une usine en Russie

Au moins 38 personnes ont été blessées samedi par une déflagration dans une importante usine d'explosifs du centre de la Russie, selon un nouveau bilan donné par des agences de presse russes. Un bilan précédent faisait état de 19 blessés et deux disparus. L'explosion a eu lieu dans l'usine Kristall à Dzerzhinsk, une ville située à environ 400 km à l'est de Moscou, dans la région de Nijni Novgorod. «38 personnes ont été blessées, dont quatre sont dans un état grave», a déclaré à l'agence TASS un porte-parole des services de secours d'urgence. 25 sont dans un état moyennement grave, neuf sont «légèrement» blessées et il n'y a aucun décès à déplorer dans l'explosion, a-t-il ajouté. Deux personnes sont également portées disparues, a indiqué à la télévision publique russe le vice-gouverneur de la région de Nijni Novgorod, Dimitri Krasnov. Tous les blessés ont été soignés après avoir été atteints par des fragments de shrapnels, avait auparavant précisé un porte-parole des autorités sanitaires citée par l'agence Interfax. «Nous parlons de blessures par shrapnels d'une gravité moyenne et modérée», a-t-elle précisé. Selon des représentants de Kristall cités par Interfax, cinq personnes travaillaient dans la zone où s'est produite l'explosion et ont pu être évacuées saines et sauvées. Les pompiers locaux ont indiqué n'avoir aucune information sur des personnes qui se trouveraient encore à l'intérieur de l'usine. «Il y a eu une explosion technique dans l'un des ateliers, suivie d'un incendie qui s'est propagé sur une centaine de mètres carrés», a expliqué un porte-parole des services d'urgence.

T. H.



New York

## La Tunisie remporte le prix de la meilleure huile d'olive



L'huile d'olive tunisienne chemlali connue sous le label Olivko a remporté, pour la première fois, le Prix de la meilleure huile d'olive (extra vierge légère) dans le monde, sur 900 variétés de 300 enseignes commerciales ayant participé au concours mondial d'huile d'olive de New York. Plusieurs producteurs d'huile d'olive venant de 26 pays dont 30 participations tunisiennes ont concouru, sachant que le concours mondial de New York des producteurs de l'huile d'olive, compte parmi les plus grandes compétitions en

matière de qualité de l'huile d'olive. Les lauréats de ce concours annuel sont une preuve de confiance de la meilleure huile d'olive vierge, dans le monde.

Olivko a également obtenu deux médailles d'or dans les catégories chetoui et blend (mélange de plusieurs huiles), sachant que la Tunisie compte plus de 100 variétés de plants d'oliviers dont notamment chemlali présente surtout dans les régions du Centre et du Sud.

Au cours de ce même concours, la Tunisie a remporté 17 médailles d'or et d'argent, grâce à 14 variétés d'huile d'olive produites.

Le propriétaire de la marque commerciale Olivko, Karim Fitouri a déclaré à la presse, que ce couronnement prouve la réussite de l'huile d'olive tunisienne surtout pour cette variété (chemlali) qui représente 70% des oliviers en Tunisie, mais reste encore marginalisée et n'occupe pas la place qu'elle mérite.

Il a souligné l'importance de la participation aux concours internationaux dans le renforcement de la compétitivité, d'une part, et la consolidation de la confiance du consommateur et du client en le produit tunisien, d'autre part.

L. T.

Personnes âgées

## 110 individus réintégrés dans leur milieu familial

La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Ghania Eddalia, a fait état, vendredi soir, de la réintégration de 110 personnes âgées dans leur milieu familial durant le premier trimestre 2019.

S'exprimant en marge d'une soirée ramadhanesque organisée à l'occasion de la Nuit du destin (Leilat El Qadr) au niveau du Centre pour personnes âgées de Dely Ibrahim, la ministre a indiqué que «les efforts des bureaux de médiation sociale et familiale ainsi que les mesures de réintégration sociale et familiale ont porté leurs fruits ces dernières années avec 110 personnes âgées parmi les pensionnaires des

centres réintégrés dans leur milieu familial durant le 1<sup>er</sup> trimestre 2019». Mme Eddalia a expliqué, dans ce sens, que 47 cas avaient été réintégrés dans leur milieu familial et 63 autres dans des familles d'accueil, des chiffres, poursuit la ministre, auxquels s'ajoutent 942 cas réintégrés depuis 2017 depuis le lancement de cette mesure.

Le nombre de pensionnaires des centres a été réduit, à la faveur des efforts déployés par le ministère de la Solidarité dans ce domaine, de «1 807 pensionnaires en 2018 à 1 645 en 2019», a ajouté la ministre, saluant par la même ces actions qui ont redessiné le sourire sur le visage de cette catégorie sociale.

## ACTU...

Blida

### Trois narcotrafiquants arrêtés par l'armée

Trois narcotrafiquants ont été arrêtés, vendredi à Blida, par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP) qui a également saisi plus de 3 quintaux de kif traité, indique hier, dans un communiqué, le ministère de la Défense nationale (MDN). «Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, et dans le sillage des opérations de qualité visant à faire face à la propagation du fléau des drogues dans notre pays, un détachement de l'ANP, en coordination avec les éléments de la Sûreté nationale, a arrêté le 31 mai 2019 à Blida/1<sup>er</sup> RM, trois narcotrafiquants et saisi une grande quantité de kif traité s'élevant à 3 quintaux et 32 kg, ainsi que deux véhicules», précise la même source. Dans le même contexte, des détachements de l'ANP, et lors de différentes opérations, ont saisi 7 526 litres de carburant et deux véhicules à Souk Ahras, Tébessa et El-Tarf/5<sup>ème</sup> RM alors que six immigrants clandestins de différentes nationalités ont été interceptés à El Tarf/5<sup>ème</sup> RM et In Salah/6<sup>ème</sup> RM. D'autre part, des éléments de la Gendarmerie nationale à Batna, Oum El Bouaghi et Tébessa/5<sup>ème</sup> RM et Biskra/4<sup>ème</sup> RM ont appréhendé quatre individus et saisi trois fusils de chasse, 1 474 cartouches, un drone, ainsi que deux véhicules touristiques, est-il ajouté. Par ailleurs, un détachement de l'ANP a porté secours à cinq citoyens coincés dans leur véhicule à la suite des dernières inondations survenues dans la région de Djanet /4<sup>ème</sup> RM, conclut le MDN.

S. B.

Entreprises étrangères

### La Chine décide de créer sa propre liste noire

La Chine, en pleine guerre commerciale et technologique avec les Etats-Unis, va créer sa propre liste noire d'entreprises étrangères «non fiables», a annoncé vendredi le ministère du Commerce. Cette mesure survient après que Washington a placé en mai, le géant des télécommunications Huawei sur une liste d'entreprises suspectes auxquelles les entités américaines ne peuvent vendre d'équipements technologiques. Selon des experts, Huawei est gravement touché dans son existence qui dépend principalement des puces électroniques américaines pour équiper ses smartphones. «Les entreprises, organisations et particuliers étrangers qui n'obéissent pas aux règles du marché, qui s'éloignent de l'esprit d'un contrat, qui imposent des embargos ou cessent d'approvisionner des entreprises chinoises pour des motifs non commerciaux et nuisent gravement à leurs intérêts et droits légitimes seront placés sur une liste d'entités non fiables», a annoncé le porte-parole du ministère chinois du Commerce, Gao Feng. Cette nouvelle mesure est annoncée près d'un an après le début des hostilités commerciales, déclenchées par Donald Trump, et à la veille de l'entrée en vigueur de nouveaux droits de douane punitifs en Chine sur des produits américains.

G. B.

Y. L.